

MARDI 3 MARS 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Pourquoi dit-on depuis 40 ans qu'il y a 40 ans de pétrole ? p.1
- = L'économie expliquée en parabole p.10
- = Fed : à qui profite le crime ? (Bill Bonner) p.17
- = CAC 40 contre CAC 40 GR : avons-nous rattrapé le DAX 30 ? (Philippe Béchade) p.19
- = « La Russie de Poutine et les États-Unis d'Obama !! » (Charles Sannat) p.21
- = Quand le capitalisme en vient à se mordre la queue p.25
- = Une neutralité du Net pas très nette p.28
- = Revue de presse internationale du 01/03/2015 (Olivier Berruyer) p.32
- = 3 mars 2025: fermeture de la dernière agence bancaire en France (P. Herlin, fiction) p.46
- = Pétrole: les cours remontent malgré les craintes de surabondance p.48
- = Ottawa investit 17M\$ à l'aéroport Saint-Hubert p.50
- = Document : 10 ans sont nécessaires pour s'adapter au pic pétrolier - rapport Hirsch p.52



Pourquoi dit-on depuis 40 ans qu'il y a 40 ans de pétrole ?

Jean-Marc Jancovici juillet 2012

site de l'auteur : www.manicore.com - contacter l'auteur : jean-marc@manicore.com

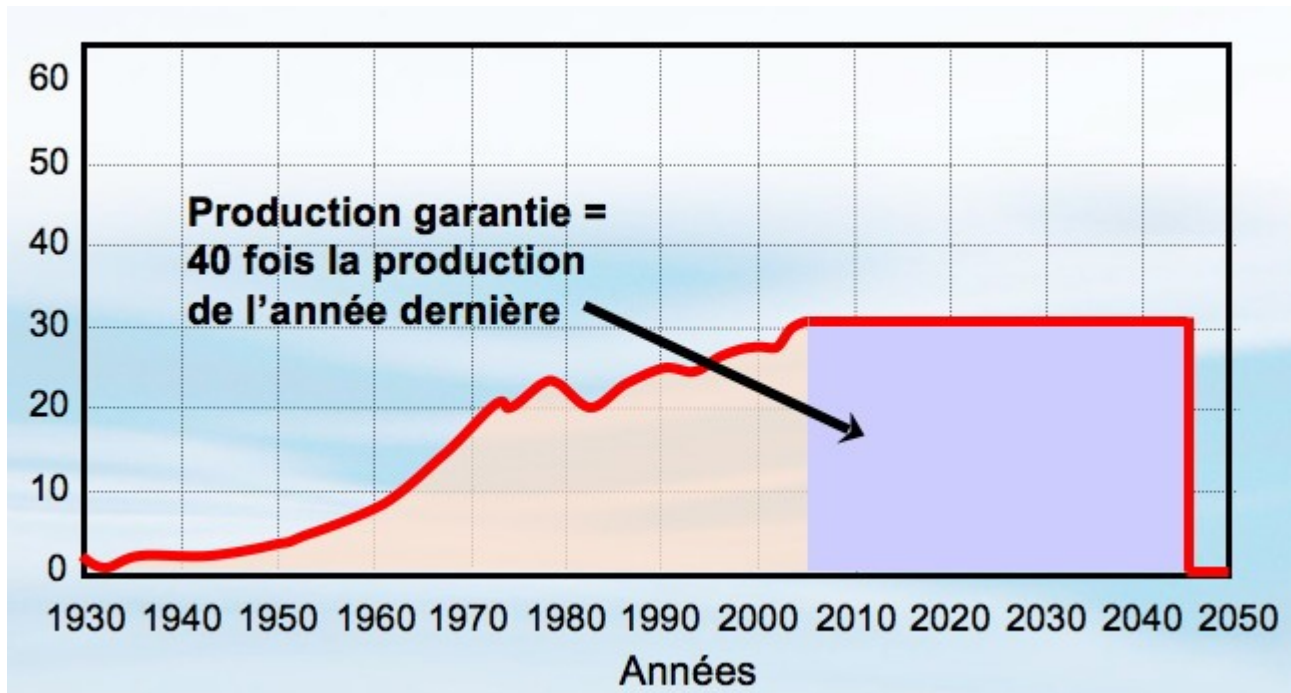
Du pétrole ? Pourquoi s'en faire, nous en avons pour 40 ans ! Qui n'a jamais entendu cette phrase... qui nous a mis dans un terrible malentendu, dont nous sommes déjà en train de vivre les conséquences économiques ? Est-ce à dire que nous n'aurions pas "40 ans de pétrole" ? En fait si, mais cela ne signifie en rien... que nous avons 40 ans de tranquillité. Solution du rébus ci-dessous.

Nous avons 40 ans de pétrole... et un malentendu

Que voulaient dire ceux qui ont mis en circulation les premiers cette expression de "40 ans de pétrole" ? Tout simplement que, à ce moment là, les réserves prouvées de pétrole étaient égales à 40 fois la production de l'année passée. Comme nous n'aimons pas trop nous creuser la cervelle sur des expressions simples, tous ceux qui voyaient passer cette expression ont fait un raccourci qui les a amenés à quelque chose d'un peu différent. L'assimilation a été la suivante : "nous avons 40 fois la production de l'an passé" = "nous avons 40 ans au rythme actuel de consommation" = "nous avons 40 ans de pétrole" = "nous avons 40 ans de tranquillité". Et voici comment nous passons d'un volume (40 fois la production de l'année

dernière) a une durée ! (nous sommes tranquilles pour 40 ans).

Cela serait vrai si tout d'un coup nous nous mettons à avoir une consommation constante, et surtout si nous ne nous soucions pas de la 41^è année ! La traduction graphique de cette interprétation la plus immédiate de "40 ans de pétrole" est donnée ci-dessous.

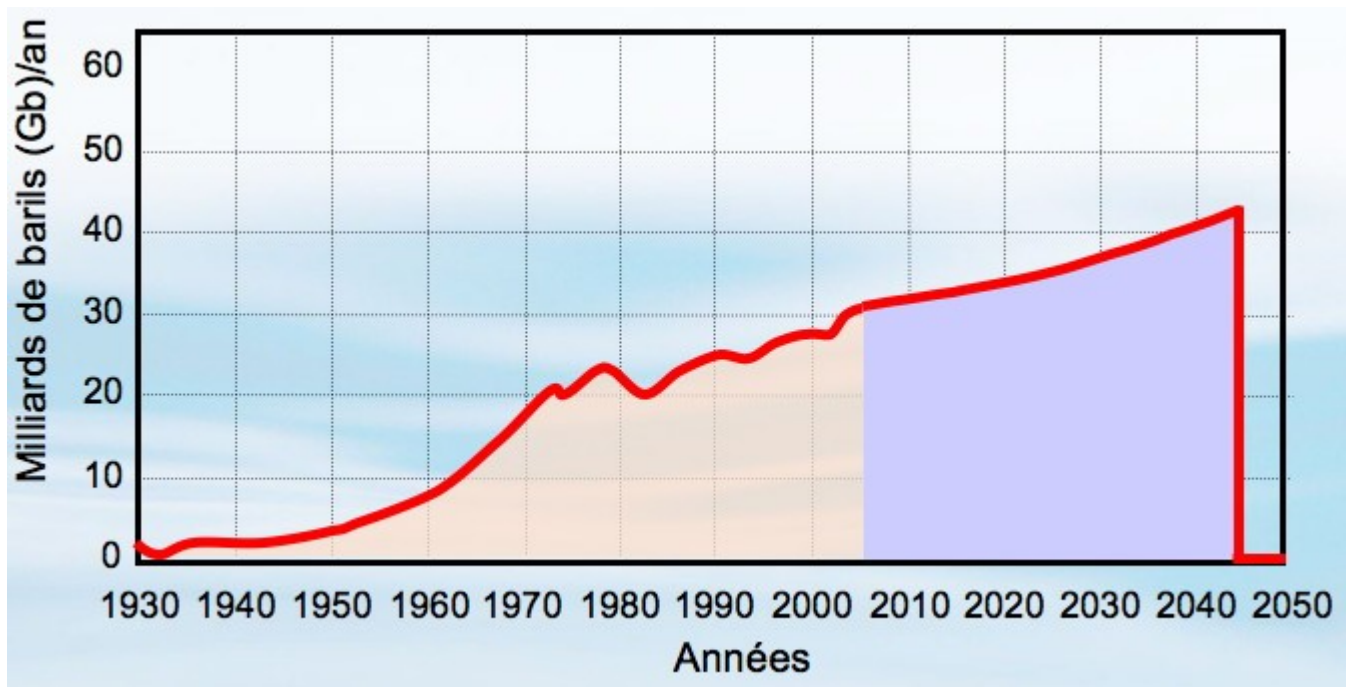


Signification de "40 ans de pétrole" si la consommation reste constante. Cela signifie que la quantité de pétrole que nous sommes certains de faire sortir du sol à l'avenir est égale à 40 fois la consommation de l'année écoulée. Si nous ne souhaitons pas augmenter notre consommation de pétrole à l'avenir, et que la production peut se maintenir au même niveau, nous sommes effectivement tranquilles pour 40 ans (et la 41^{ème}, grosse cata !).

Sauf que... aucune [courbe de production](#) ne ressemble à ce qui figure ci-dessus : une production n'est pas constante pendant 40 ans pour passer à zéro la 41^{ème} année ! Et au surplus notre souhait pour l'avenir est plutôt d'augmenter notre consommation, en général...

Sauf que... la consommation de pétrole n'a [jamais été constante depuis que nous avons commencé à en consommer](#). Du coup, nous allons commettre une erreur fatale : assimiler "40 ans à consommation constante" avec "40 ans de croissance", puisque c'est seulement dans un contexte sans contrainte (donc avec une consommation qui peut croître) que nous sommes tranquilles. La traduction graphique de cette erreur de jugement à peu près universellement

répandue (y compris au sommet de l'Etat, au sein de la plupart des rédactions, au sein de la direction de nombreux grands groupes, etc) donnée ci-dessous.



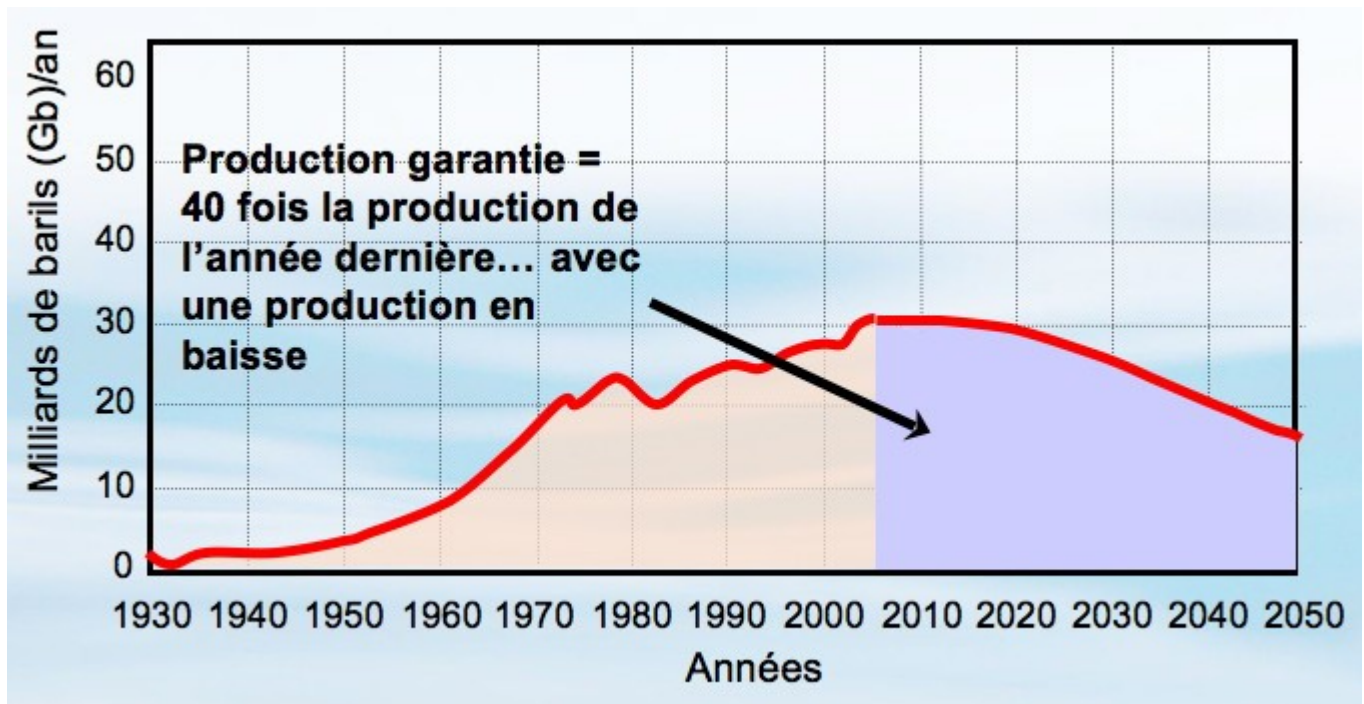
Interprétation intuitive (erronée) la plus courante de "40 ans de pétrole" : comme la consommation n'a jamais été constante, nous prolongeons inconsciemment cette évolution à l'avenir et du coup être tranquilles pour 40 ans signifie que la croissance se prolonge sur cette durée. Mais alors le pétrole disponible doit être supérieur à 40 fois la consommation de l'année dernière ! La quantité de pétrole extractible de manière certaine est donc devenue supérieure à "40 fois la production de l'année écoulée".

Et, à nouveau, aucune courbe de production future ne ressemblera à ce qui figure ci-dessus : la production mondiale ne va pas être croissante pendant 40 ans pour passer à zéro l'année d'après.

Dans les deux situations (fictives) qui correspondent aux deux graphiques ci-dessus, nous avons donc une relative abondance pendant 40 ans, puis... plus rien. Dans le deuxième cas, nous avons même imaginé que sortirait du sol plus de pétrole que ce qui est contenu dans les réserves prouvées annoncée par les pétroliers. Mais historiquement cela s'est toujours passé ainsi, alors pourquoi s'en faire ?

En fait, qu'il s'agisse d'un gisement ou de la planète dans son ensemble, une production est obligée de ressembler à quelque chose de pas très éloigné d'une courbe en cloche. Il y a eu une époque dans l'histoire où la production

était nulle, elle a cru et va passer par un maximum, puis décroîtra derrière. Et compte tenu de la place occupé par le pétrole dans notre économie, le moment important est celui où la production va se mettre à décliner, parce que cela signifie qu'à ce moment là *la consommation sera forcée de diminuer* (personne ne peut consommer un pétrole qui n'est pas "produit", c'est-à-dire extrait du sol puis raffinée). La bonne interprétation de "40 ans de pétrole" est donc de projeter une courbe de production future en cloche, et dont le cumul (jusqu'à $+\infty$!) est au moins égal à 40 fois la production de l'année passée. Cette situation est illustrée graphiquement ci-dessous.



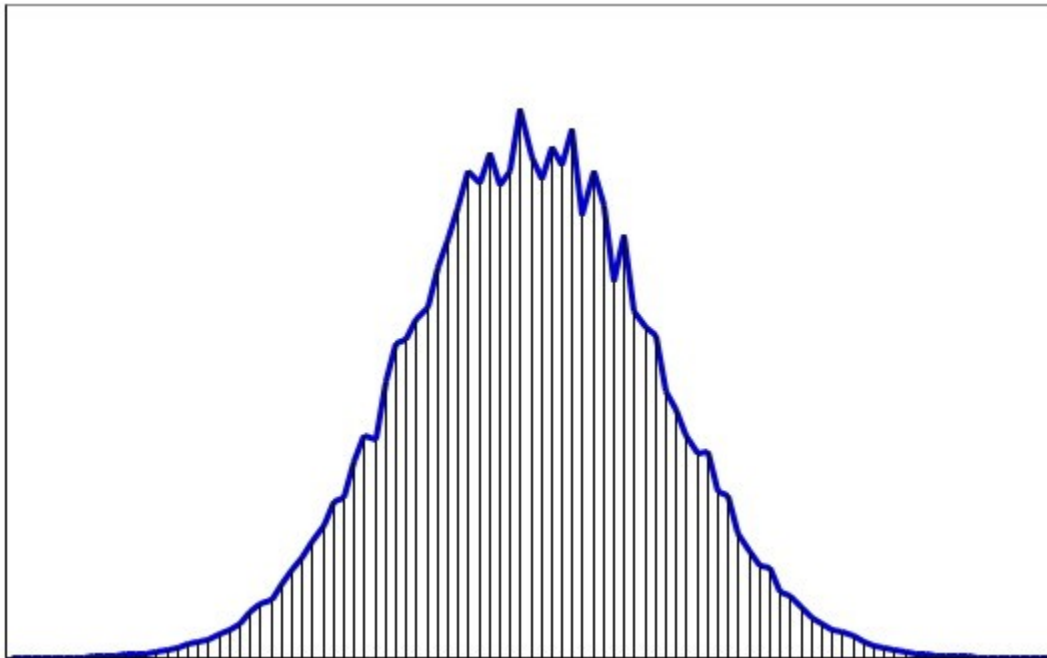
Interprétation correcte de "40 ans de pétrole" : le cumul de la production future (sans limite de temps) vaut au moins 40 fois la production de l'année écoulée... mais la production annuelle passera par un maximum avant de décliner.

Et maintenant nous voyons que les "années de tranquillité" n'ont plus rien à avoir avec 40 ans ! Car le temps de la tranquillité est celui qui nous sépare du maximum de production, et ce temps peut être très inférieur à 40 ans. Nous avons bien "40 ans de pétrole", mais pas du tout 40 ans avant les ennuis ! Et de fait c'est bien la situation dans laquelle nous sommes désormais : les réserves prouvées n'ont jamais été aussi hautes, mais le pic n'a jamais été aussi proche, et nous allons voir ci-dessous comment cet apparent paradoxe n'en est pas un.

Comment avoir plein de réserves pour plus tard et le pic pour tout de suite

Il s'avère donc que le temps qui passe nous rapproche d'un pic dont l'existence est inexorable. Comment ce dernier pourrait-il être proche alors que les réserves n'ont jamais cessé d'augmenter ? La "solution", présentée sous forme graphique ci-dessous, est pourtant toute simple, et il suffit d'y penser... sauf que prendre de la hauteur de vue est toujours un peu difficile à concilier avec les [racourcis médiatiques](#).

Notre petite histoire va donc commencer par le commencement : la forme générale de la [production d'un champ de pétrole](#), qui est aussi la forme générale de la production de pétrole pour le monde dans son ensemble (et cette forme est imposée par les maths, voir [début de la page sur le pic](#)).

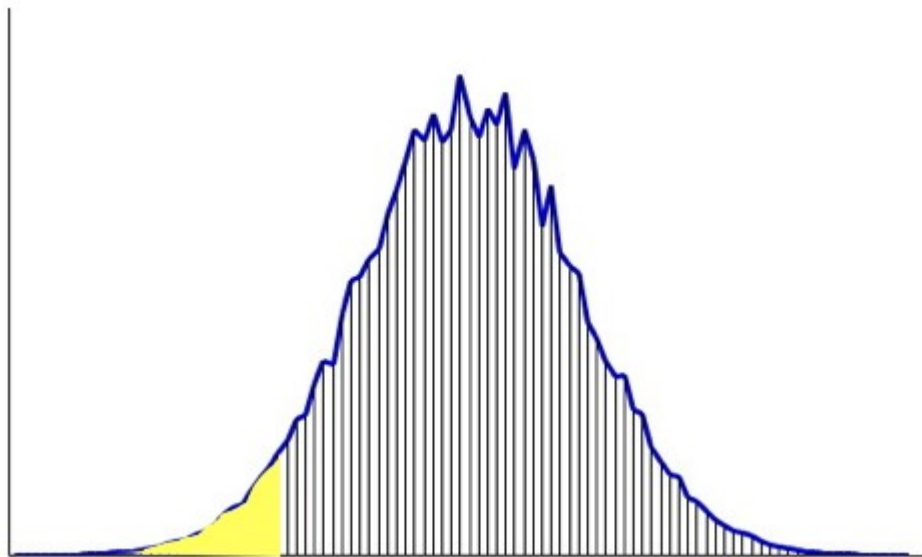


Aspect général d'une courbe de production issue d'un stock donné une fois pour toutes, qu'il s'agisse [d'un champ de pétrole](#), d'une zone pétrolière plus vaste, ou de la planète dans son ensemble. L'axe horizontal représente le temps, et l'axe vertical le niveau de la production. Comme nous le verrons ci-dessous il peut y avoir plusieurs bosses avant le déclin (la courbe peut donc ressembler à un dos de chameau plutôt qu'à un dos de dromadaire, voire à un dos de dragon à 5 bosses), mais un maximum absolu à un moment où à un autre puis un déclin vers zéro sont inexorables.

La quantité totale de pétrole extraite - le cumul de l'extraction - correspond à la zone hachurée sous la courbe, et elle est au plus égale au stock extractible de départ. En langage mathématique, on utilise le terme "intégrale" pour désigner cette surface. Chez les pétroliers,

cette surface va correspond aux réserves ultimes.

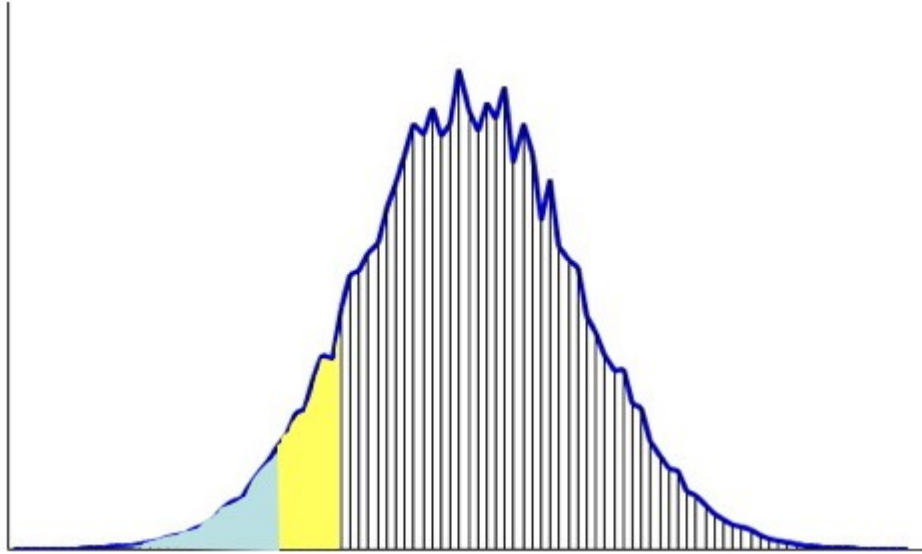
NB : la forme générale de cette courbe de production s'appliquera à toute ressource minière, puisque les mêmes conditions initiales (non renouvellement, quantité extractible ayant une borne supérieure connue) s'appliquent. Comme la forme de la courbe de production future est imposée par les maths, nous allons partir de là et situer dessus différentes époques dans le passé ou le présent. Plaçons nous en 1900, en négligeant à cette époque le pétrole déjà extrait du sol. De fait, pour la totalité du 19^e siècle, les hommes ont extrait 230 millions de tonnes de pétrole du sous-sol planétaire - en fait essentiellement américain - , soit moins de 10% de la production d'une seule année actuellement !



Situation approximative au début du 20^e siècle : les pétroliers ont déjà découvert et mis en production quelques gisements, et ils publient des réserves prouvées qui correspondent au pétrole extractible de manière certaine de ces premiers champs. Le colume correspondant est l'équivalent de la surface en jaune.

Le reste de la surface hachurée correspond à du pétrole qui sera découvert plus tard (en 1900 les grandes découvertes du Moyen Orient n'ont pas encore eu lieu) et donc produit plus tard. Tant qu'il n'est pas dans un gisement en cours d'exploitation, le pétrole ne peut pas être comptabilisé dans les réserves prouvées. A ce stade, la production passée est négligeable.

Puis l'horloge tourne. La situation ci-dessous nous met fictivement en 1950.

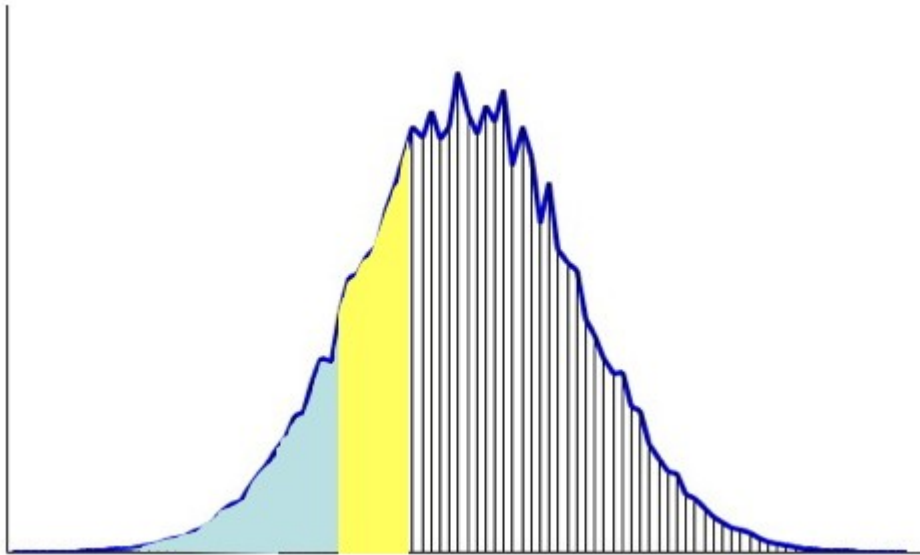


Situation approximative au milieu du 20^e siècle : les réserves ultimes (la quantité totale de pétrole qui finira par sortir des entrailles de la terre) n'a pas changé (par définition). Les réserves prouvées initiales ont bien été produites (ce qui est normal puisque leur extraction était considérée comme certaine) et elles sont désormais colorées en bleu. Dans le même temps, il y a eu des découvertes mises en production, et des réévaluations sur des gisements déjà découverts.

La somme de ces deux apports aux réserves prouvées a plus augmenté ces dernières que la production ne les a fait baisser. Les réserves prouvées publiées à ce moment là sont alors plus importantes que quelques décennies plus tôt... et pourtant, dans le même temps, nous avons avancé vers le pic de production.

On peut bien sur exprimer ces réserves prouvées en multiple de la production de l'année de la publication.

Puis l'horloge tourne encore. La situation ci-dessous nous met fictivement en 1980.



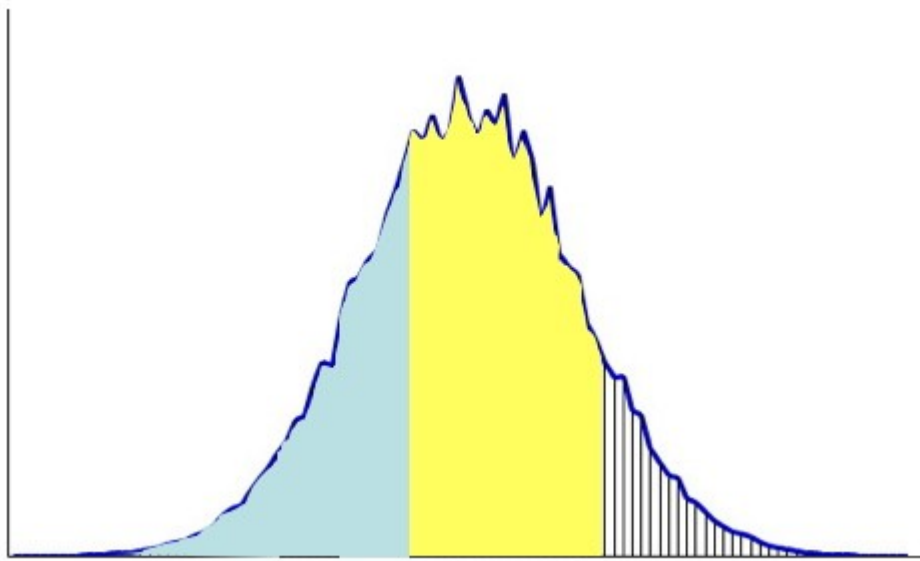
Situation approximative "début de la fin du 20^e siècle" : les réserves ultimes (la quantité totale de pétrole qui finira par sortir des entrailles de la terre) n'a toujours pas changé (et c'est normal : c'est tout ce qui sort du début à la fin).

Notre **connaissance** des réserves ultimes peut elle avoir changé, mais ce n'est pas la même chose !

A nouveau, les réserves prouvées de 1950 ont aussi été produites (elles sont désormais aussi en bleu), et à nouveau l'augmentation des réserves prouvées - grâce à des découvertes mises en production et des réévaluations sur des gisements déjà découverts - est allée plus vite que leur production.

Les réserves prouvées publiées à ce moment, exprimées en multiple de la production de l'année écoulée, peuvent donc avoir toujours la même valeur, être plus importantes exprimées en tonnes de pétrole... et pourtant nous sommes encore plus près du pic de production.

Et puis nous sommes... pas très loin d'aujourd'hui.



Situation approximative "début du 21^è siècle". Les mêmes processus ont produit les mêmes effets :

- les réserves ultimes (la quantité totale de pétrole qui finira par sortir des entrailles de la terre) sont toujours les mêmes (rappelons que par définition aussi les réserves ultimes sont la somme du pétrole déjà extrait, des réserves prouvées, et de ce qui viendra des découvertes ou réévaluations futures).
- les réserves prouvées publiées en 1980 ont aussi été produites, et elles sont désormais aussi colorées en bleu,
- les réserves prouvées ont à nouveau augmenté plus vite que la production...

... mais le pic de production n'a jamais été aussi proche !

Nous sommes désormais dans une situation où jamais nous n'avons eu autant de réserves prouvées, et jamais nous n'avons été aussi près du pic de production. Bien entendu, cette situation ne va pas perdurer indéfiniment : une fois le pic passé, les réserves prouvées vont diminuer, et elles peuvent même le faire... en restant encore pendant un temps égales à 40 fois la production de l'année passé ! Il suffit pour cela que la courbe de production ne soit pas symétrique (et elle l'est rarement, en général la production descend plus lentement passé le pic qu'elle n'est montée avant le pic).

Jusqu'à maintenant la discussion s'est tenue comme si les réserves publiées étaient dignes de foi, mais il n'est désormais plus possible d'exclure une partie de poker menteur pour une partie des pays, ce qui ne simplifie pas la

visibilité sur le sujet !

L'économie expliquée en parabole

Posté par Alain Grandjean <http://alaingrandjean.fr/>



Couverture « C'est maintenant » par Alain Grandjean et Jean-Marc Jancovici

Cette parabole permet de comprendre rapidement que nous ne comptons pas, ou très mal, ce qui compte aujourd'hui : nos ressources naturelles, conditions de notre vie et de notre prospérité. L'Ile de Pâques nous fait voir que nous confondons la richesse réelle et son symbole (l'argent, les coquillages dans la parabole) et que nous sommes vigoureusement attachés à des idoles auxquelles nous sacrifions nos emplois et notre bonheur.

=====

Sur une Ile de Pâques imaginaire, un roi suit les conseils d'un énarque qui ne sait pas compter. Avec bon sens il ménage les ressources de l'île dont dépend la survie de la civilisation pascuane. Les forêts sont gérées soigneusement : le bois chauffe, permet de faire les cabanes, les outils et les pirogues dont les pêcheurs ont besoin pour nourrir les tribus. Les forêts abritent des animaux sources de viande et de multiples plantes médicinales. L'énarque conseille également aux pêcheurs de ne prendre que les poissons adultes et de limiter la pêche surtout dans la période de reproduction. La vie est calme sur l'île mais sobre.



Couverture « C'est maintenant » par Alain Grandjean et Jean-Marc Jancovici

Le roi est un peu frustré de ce manque d'ambitions. Il change de conseiller pour un énarque « qui sait compter ». Il demande à tous de faire des comptes pour pouvoir mesurer le PIB de l'Ile. Et il propose au roi un plan pour que les pascuans deviennent plus riches (et lui le roi le plus riche de tous). Il s'agit de faire croître chaque année le PIB !

Rien de plus facile au fond. Il faut que les pêcheurs travaillent plus pour pêcher plus, que les scieurs d'arbres scient plus. Et que l'activité économique de chacun se développe. Les produits de la forêt seront vendus maintenant et il faudra que ces ventes augmentent chaque année.

Grâce au surplus que le roi génère après quelques années de développement (qui lui permet de faire payer plus d'impôts donc de s'enrichir), il peut se payer son rêve : de gigantesques statues qui montrent sa puissance. Pour les faire il faut bien sûr toujours plus de bois. Pas grave dit l'énarque qui sait compter, on va compter la construction de ces statues dans le PIB, qui va donc continuer à croître.

La fin de l'histoire est malheureuse. Les forêts dépérissent car elles sont sur-exploitées, les pêcheurs doivent toujours aller plus loin. Mais faute de bois il devient impossible de fabriquer des pirogues. Les pascuans finissent par mourir de faim...

Fallait-il vraiment suivre les conseils de l'énarque qui savait compter ?

Coquillages, ressources et indicateurs de richesse : la nature ne se fait pas payer, la vraie nature de l'argent.

L'économie pascuane ne tient pas compte des arbres (énergie) et des poissons (alimentation) dans les bilans des entreprises et de l'Etat. Elle se

focalise sur les coquillages et les techniques inventées pour en avoir davantage et s'écroule d'un coup, par manque d'arbres et de poissons. Elle rappelle cruellement que les billets de banque ne se mangent pas.

La nature ne se fait pas payer



Surexploitation halieutique, de nos jours

Nous croyons souvent que notre richesse se mesure en argent. Celle des hommes les plus riches du monde s'exprime traditionnellement en milliards de dollars. Grâce à l'unité de mesure monétaire il est possible d'additionner la valeur de maisons, d'appartements, d'or, d'actions d'entreprises, de créances sur les Etats. Mais cette facilité nous fait perdre de vue l'essentiel. Trois détours nous le font voir.

Supposons que tout à coup l'unité monétaire se déprécie totalement. C'est ce qui s'est passé dans certaines grandes crises monétaires. Il est facile de voir que certaines de nos richesses gardent une valeur intrinsèque : la maison continue à pouvoir loger ses habitants (son prix peut fluctuer s'il y a peu d'acheteurs solvables mais c'est un autre sujet). La nourriture continue à nourrir son petit monde. Les champs, forêts, cours d'eau continuent à rendre d' inestimables services. L'énergie continue à nous permettre de nous déplacer, de nous chauffer de faire tourner nos usines. En revanche notre compte en banque s'effondre à zéro...Et toutes les créances exprimées en argent que nous avons ne valent plus rien. De l'autre côté nos dettes non plus. Bref, il est facile de voir que l'argent n'est pas une richesse réelle, mais bien un moyen de s'en procurer tant que tout le monde croit à sa valeur.



Paysage de l'île de Pâques

Autre détour. Supposons que nous vivions dans une économie de troc sans monnaie. Chacun de nous doit troquer un bien ou un service contre un autre. Nous sentons tout de suite ce que nous coûte les biens et les services que nous avons à échanger : ils nous coûtent du temps de travail, de la consommation de ressources (si nous sommes des paysans nous faisons attention à préserver la qualité de nos terres et leur capacité à nous fournir chaque année des 'produits de la terre' ! Nous sentons bien dans ce cadre que ces biens et services ne nous coûtent pas d'argent (puisque'il n'y en a pas...).

Dernière image. Quand nous achetons de l'essence à la pompe, nous payons quoi ? Nous payons le travail des hommes qui permettent que du pétrole au plus profond des sols soit extrait, transporté, transformé. Et tout le travail annexe nécessaire (financier, juridique, administratif, social etc.). En aucun cas nous ne payons la nature qui a fabriqué sur des dizaines de millions d'années le pétrole. La nature ne se fait pas payer pour les biens et services qu'elle nous met à disposition au seul prix de notre peine. Elle ne se fait pas non plus payer pour tous les « torts » que nous lui faisons subir. Elle n'a pas de services du contentieux, pas d'avocats....

Nos comptes sont incomplets

En bref, nous raisonnons depuis quelques siècles comme si les biens et services dont nous avons l'usage nous coûtaient de l'argent, en utilisant le même verbe, coûter qui peut vouloir dire « consommer. Or quand c'est du pétrole que nous consommons, nous détruisons un stock fini. Quand nous « consommons » du travail nous utilisons un stock renouvelable (les humains se remettent au boulot chaque matin). Le mot coût est donc source de confusions.

Les économistes s'en sont évidemment rendus compte. Ils savent que tous les

« coûts » ne sont pas comptabilisés dans nos comptes. Nos comptes n'intègrent que des transferts d'argent entre hommes, en contrepartie de leur travail, de leur pouvoir (s'ils sont actionnaires d'entreprise et disposent de droits à dividendes) ou de leur capacité à faire payer des rentes de situation (propriété du sol, de brevets ou de monopoles). Nous verrons ce qu'il est possible de faire pour corriger ces gigantesques et dangereuses anomalies.

La vraie nature de l'argent

Dans la parabole pascuane, la monnaie est faite de coquillages. Le coquillage est utilisé pour rompre avec le troc, très malcommode. Il permet de découpler les échanges entre les uns et les autres : si monsieur A a un poisson à vendre à madame B et que celle-ci lui propose un sac de pommes de terre, l'échange pourrait ne pas se faire (si A n'a pas besoin de pommes de terre ! par exemple). Les coquillages (la monnaie dans notre parabole) sont des intermédiaires très utiles dont il serait vain et dangereux de vouloir se passer.

Au-delà de l'ironie liée au support employé (un coquillage est quelque chose de léger et sans grande valeur, sauf exception !), une vérité profonde est mise à jour. Nous croyons encore que l'argent en tant que tel a de la valeur. Nous ne sommes pas entièrement débarrassés de la représentation, issue de l'époque où la monnaie était d'or, d'argent ou d'un autre métal, selon laquelle l'argent est un **bien**. Un bien qu'il faudrait donc produire, et qui pourrait donc manquer... On croit aussi souvent que l'argent mis en circulation est gagé sur de l'or (dans les coffres des banques) ou dit autrement « convertible » en or. Il s'agirait d'un « reçu » d'une contrepartie physique stockée dans un coffre, dont on pourrait exiger le transfert contre reçu.

Or ce n'est plus du tout le cas, la monnaie est entièrement dématérialisée, sauf pour le cas très marginal des pièces de monnaie. Vous ne pouvez pas obtenir de pièces d'or auprès de votre banque ou de la banque centrale, en échange de votre compte-courant, sauf dans des limites très étroites (et l'or est alors un placement et pas un moyen de paiement). C'est le président Nixon qui a définitivement coupé le lien entre le dollar et l'or en août 1971. Jusque là, dans le cadre des accords de Bretton-Woods, le dollar était « convertible » en or (au taux de 35 dollars l'once d'or, soit 1100 dollars le kg ; l'or s'achète aujourd'hui 1400 dollars l'once).

Le dollar et les autres monnaies ne sont pas convertibles en un bien matériel.

Les monnaies sont donc dépourvues de valeur intrinsèque et n'ont pas non plus de valeur de « reçu ». Elles ne sont gagées sur rien. Elles n'ont de valeur que par la confiance qu'on leur donne dans le fait qu'elles seront acceptées et permettront d'acheter des biens de valeur équivalente...

Cette « libération » (c'en est une puisque nous ne sommes plus contraints de produire notre monnaie, nous la créons d'un simple jeu d'écritures) a de lourdes conséquences dans le domaine de la politique monétaire, des pouvoirs et contrôles qui y sont associés. En particulier, celui des banques à qui le « souverain » a délégué une grande partie du pouvoir de création monétaire, dans nos sociétés. Et il n'est pas sans rapport avec la lancinante question de l'endettement de tous, la création monétaire étant faite à l'occasion principalement d'un crédit.

Les treize commandements de l'énarque qui ne savait pas compter

Dans la parabole, la civilisation de l'île de Pâques disparaît, emportée par la famine, ne laissant comme preuve de sa grandeur éphémère que d'immenses statues. Pour nous la fin de l'histoire n'est pas écrite. Même si nous avons dangereusement altéré les écosystèmes, nous pouvons changer la donne.

L'économie ne peut être conduite sous réserve des conséquences les plus tragiques en obéissant à des dogmes. Inversement, elle ne peut pas se contenter d'un pragmatisme à courte vue. Il n'est pas question ici en quelques mots de faire le bréviaire du bon ministre de l'économie et des finances mais plus simplement de souligner quelques lignes directrices nous évitant d'aller dans le mur. Il ne s'agit pas ici d'un programme de politique économique (certaines des propositions faites ici sont incompatibles dans l'état avec des traités internationaux) mais d'orientations pour l'action.

- 1 La finalité de l'économie n'est pas la richesse monétaire des habitants d'un pays mesuré par le PIB. Mais c'est de réduire leur mal-être et d'améliorer leur bien-être, dans sa dimension matérielle. Le bonheur est peut-être la finalité de la vie humaine, mais l'économie ne peut se targuer de l'apporter...
- 2 Il est donc nécessaire de construire des indicateurs sociaux de bien-être ou de satisfaction pour pouvoir évaluer les progrès de l'économie
- 3 Ces progrès doivent se faire de manière durable et soutenable, c'est-à-dire en limitant suffisamment la pression sur les ressources naturelles

pour en laisser la jouissance aux générations suivantes. Des indicateurs de cette pression doivent être mis en place et suivis comme les indicateurs de bien-être (qui comprendrait qu'un tableau de bord de voiture comporte un compteur de vitesse mais pas de jauge d'essence ?)

- 4 Les ressources naturelles ne peuvent être gérées par le marché puisque la nature ne se fait pas payer (voir ci-dessus). Cette remarque concerne également les grandes « régulations naturelles » comme le climat. Dès lors, il appartient à la puissance publique, au niveau pertinent (mondial, régional ou national) de mettre en place les dispositifs adaptés pour que les agents économiques soient incités à respecter ses ressources voire à les réparer et sanctionnés dans le cas inverse.
- 5 Les gains de productivité permis par la mécanisation puis l'automatisation ne sont pas une fin en soi. Ils sont intéressants si et seulement si ils libèrent l'homme des tâches les plus ingrates et difficiles et s'ils lui permettent de jouir d'un temps ainsi libéré.
- 6 Pour que ce temps libéré soit profitable à tous ou aux plus possibles, il faut organiser progressivement la baisse du temps de travail . C'est ce qui s'est fait cahin-caha depuis 150 ans (le temps effectif de travail moyen ne cesse de baisser dans les pays « développés »)
- 7 La concurrence internationale et la course à la compétitivité ne sont pas une fin en soi. Les échanges internationaux sont utiles si et seulement s'ils permettent aux parties qui échangent un bénéfice mutuel. Ce n'est pas le cas s'ils détruisent inutilement des ressources non renouvelables ou s'ils mettent des populations entières en compétition forcenée les unes contre les autres.
- 8 Les Etats sont les garants indispensables de la santé sociale d'un pays. Ils ont un rôle clef de protection des faibles, de réduction des inégalités et de sauvegarde des biens communs. Ils doivent pouvoir disposer des grands leviers de la politique macroéconomique que sont le budget et la monnaie.
- 7 Les banques qui ont le pouvoir de création monétaire doivent être encadrées suffisamment pour ne pas devenir « too big too fail » et si c'est le cas elles doivent être « séparées »
- 8 Les activités financières doivent être strictement encadrées et réglementées (voir le livre 20 propositions pour réformer le

capitalisme)

- 9 Les paradis fiscaux doivent être interdits : ils rendent vaine toute tentative de réglementation et de régulation financière, sont des sources considérables de pertes fiscales pour les Etats...et de démoralisation des peuples assujettis à l'impôt qui accepteront de moins en moins de payer pour ceux qui peuvent avoir accès à ces paradis.
- 10 Les Etats doivent pouvoir recourir à la création monétaire publique quand la situation macroéconomique l'exige . Il est possible de mettre en place des garde-fous institutionnels assez forts pour que ce recours soit réservé au financement d'investissements nécessités par la situation économique.
- 11 Le recours au protectionnisme peut s'imposer dans certaines situations de pertes irréversibles de savoir-faire, de pertes massives d'emplois, d'enjeux stratégiques. Il est possible de manier ce recours de manière diplomatique pour éviter les rétorsions immédiates.
- 12 La libre circulation des capitaux n'est pas une fin en soi. Si la situation l'exige il peut être nécessaire de « fermer les frontières ». Il est imprudent de se mettre dans une situation où ce recours serait impossible.
- 13 L'organisation des pouvoirs dans le domaine économique doit obéir au principe de subsidiarité : la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème d'elle-même

Fed : à qui profite le crime ?

03 mar 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ La semaine dernière, Janet Yellen s'est exprimée devant le Congrès US. Qu'a-t-elle dit ? Qu'est-ce que ça signifiait ?

En un mot : rien.

La Fed prétend “orienter” les investisseurs et les entreprises grâce à ses *forward guidance*. Etant prévenus de ce que la Fed va faire, nous sommes censés pouvoir planifier nos affaires monétaire de manière raisonnable et ordonnée.

Nous ne nous souvenons pas de la Fed ayant offert quelque sorte

d'orientation" que ce soit avant la grande crise du crédit de 2008-2009. Au contraire : le président de la Fed égarait les investisseurs, affirmant que l'effondrement du marché des *subprime* avait peu de chance de se propager au reste de l'économie. Mais ça, c'était quand le monde avait encore des devises honnêtes. Aujourd'hui, on a de l'argent qui affirme être quelque chose qu'il n'est pas... du crédit qui n'est pas du crédit... et des directives des banques centrales qui sont tout sauf directives.

Ensuite — une fois que le problème eut non seulement débordé... mais coulé une bonne partie de l'économie — le président de la Fed a offert des indications "a posteriori". Il a déclaré au monde qu'il était impossible de voir de telles crises arriver. Tout ce que les autorités pouvaient faire était y réagir en fournissant des liquidités au marché.

En ce qui concerne les liquidités et le crédit, nous avons sans doute déjà écrit plus que vous ne vouliez en savoir sur le sujet dans ces lignes ; aujourd'hui, nous nous intéressons à la *forward guidance* et à la version particulièrement malhonnête qui est pratiquée par la présidente actuelle de la Fed.

L'idée même de forward guidance est frauduleuse et mensongère L'idée même de *forward guidance* est frauduleuse et mensongère. La Fed met les taux d'intérêt à des taux exceptionnellement bas (c'est censé être une urgence !). Cela permet aux

spéculateurs d'emprunter à des taux microscopiques et de parier sur les actions, les obligations, le Japon, Gauguin — et ainsi de suite. Le risque auquel sont confrontés ces spéculateurs, c'est de se faire piéger lorsque les taux d'intérêt grimperont. C'est cette crainte qui, normalement, les empêche de truquer le système... de prendre l'argent bon marché de la Fed et de faire grimper les actions, par exemple.

▪ Sauf que...

Dans la mesure où la Fed a précisément l'intention, dans son plan de relance, de stimuler la spéculation, elle a utilisé la *forward guidance* pour signaler aux marchés combien de temps ils avaient avant que les coûts de l'emprunt augmentent.

Aider et encourager ce genre de pari n'aide pas l'économie — bien au contraire. Au lieu d'épargne honnête et d'investissement à long terme, on se concentre sur faire-des-profits-tant-que-ça-dure. C'est-à-dire tant qu'on peut obtenir de l'argent pour quasiment rien et l'utiliser pour faire grimper le prix

de ses actifs.

Les entreprises, par exemple, utilisent cette “astuce” pour faire grimper le prix de leur titre et rapporter des gains étourdissants à leurs dirigeants.

Mais personne n'en profite autant que l'industrie financière elle-même. Les taux zéro et la forward guidance ont été une véritable aubaine pour elle

Les gouvernements — y compris celui des Etats-Unis — l'ont utilisé pour faire passer leurs dettes du secteur privé (qui va vouloir être remboursé) vers la banque centrale (qui, dans les faits, va l'oublier). Mais personne n'en profite autant que l'industrie financière elle-même. Les taux zéro et la *forward guidance* ont été une véritable aubaine pour elle.

Bien entendu, Janet Yellen sait tout ça. Elle sait que les politiques de la Fed n'ont pas fait grand chose pour aider l'économie réelle. Si l'on enlève les tours de passe-passe comptables, par exemple, on constate que le PIB US se traîne à des niveaux de récession. Il suffit d'observer la croissance nominale plutôt que les chiffres ajustés à l'inflation. La croissance américaine nominale depuis 2010 est similaire à celle mesurée durant les récessions du début des années 80, du début des années 90 et de 2001. Le chômage est lui aussi retombé de ses sommets de 2010 — mais uniquement pour retrouver les niveaux de récessions du début des années 80 et début des années 90.

Mais Janet Yellen ne peut pas admettre qu'elle a conduit la voiture ayant servi à fuir les lieux du plus grand cambriolage de l'histoire — avec environ 8 000 milliards de dollars transférés vers les gens les plus riches des Etats-Unis... et rien de concret dans l'économie réelle.

Elle doit faire semblant. Elle doit notamment prétendre que la *forward guidance*, c'est plus que simplement faire le guet pour l'industrie financière et avertir les traders avant que les flics n'arrivent.

CAC 40 contre CAC 40 GR : avons-nous rattrapé le DAX 30 ?

03 mar 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ J'adore décortiquer les thèses “rationalisantes” qui tentent de nous expliquer pourquoi le CAC 40 n'a pas fini de grimper après +26% en 11 semaines — dont 20% au cours des six dernières semaines.

Parmi les plus grosses âneries qui reviennent en boucle dans la bouche de professionnels chevronnés et autres investisseurs revendiquant une longue expérience de la bourse, il y a toujours ces 35% à 40% de potentiel de hausse du CAC 40 pour retrouver les sommets de juillet 2007 et septembre 2000 à respectivement 6 150 et 6 950 points... soit un gigantesque retard à combler sur le DAX 30, qui affiche 11 400 points.

Ceux-là n'ont toujours pas eu vent des 13 records historiques absolus battus par le CAC 40 "*global return*" en février (le CAC GR résulte du même mode de calcul que le DAX 30 : dividende inclus). Un CAC 40 GR qui — cocorico — a culminé à 11 416 points vendredi dernier tandis que le DAX 30 plafonnait à 11 402 points.

Et que les journalistes qui hochent la tête d'approbation lorsqu'on leur assène comme évidence le retard du CAC 40 sur le DAX 30 ne viennent pas nous dire que le *global return* affiche un score de parité avec le DAX par le plus grand hasard. En effet, ces deux indices sont nés officiellement le même jour (le 31 décembre 1987) avec exactement la même base de calcul, c'est-à-dire une valeur initiale de 1 000 points.

L'autre forte conviction, c'est que les acheteurs n'ont plus aucune intention de prendre des bénéfices après plus de 1 000 points gagnés en ligne droite avec les 1 140 milliards d'euros qui vont se déverser dans le système.

Je vous rassure, ils n'avaient pas non plus l'intention d'acheter... Plus que tout, cependant, ils n'ont pas l'intention de se laisser prendre de vitesse par le *benchmark* — réplique de la performance moyenne des actions et des émissions obligataires (surtout celles à haut rendement). Ils se lancent dans ce qui ressemble à une fuite en avant dans le risque... mais ce n'est pas leur choix, c'est celui des banques centrales.

▪ **“On ne défie pas une banque centrale, on lui obéit”...**

... et il faut ajouter “aveuglement” !

Les banques centrales ont aboli le libre-arbitre des investisseurs — le processus de fixation de la valeur des actifs

Les banques centrales ont aboli le libre-arbitre des investisseurs — le processus de fixation de la valeur des actifs : plus le risque est élevé, moins il devient correctement rémunéré. Pour les dettes jouissant des meilleures notations, le rendement devient négatif, épargner devient destructeur de

valeur, sauf naturellement à opter pour le choix unique des actions.

En Allemagne, 66% de l'encours de dette souveraine offre un rendement négatif. En France, ce seront bientôt 50% des OAT... et en Suisse, toutes les maturités entre trois mois (-0,75%) et dix ans (0,00%) détruisent l'épargne.

Alors tout le monde le martèle : il n'y a pas de choix autre que les actions. Cela même si, comme pour le Nasdaq Composite, le rendement ressort désormais inférieur à 1%... Il s'enfonce également inexorablement sous les 2% sur le S&P 500 alors que le rythme de progression des bénéfices décroît depuis la mise en œuvre du QE3 de la Fed... et ça va continuer en 2015 avec le QE de la BCE.

La réalité non perçue, toutefois, c'est que l'appétit absolu pour le risque expose les investisseurs à un risque absolu

Pas de choix, donc pas d'intention... et pas non plus de perception du risque puisque les banques centrales s'emploient à l'abolir. La réalité non perçue, toutefois, c'est que l'appétit absolu pour le risque expose les investisseurs à un risque absolu.

Quant au choix, il est tellement évident — et d'une consternante banalité — qu'aucun épargnant ne l'envisage, tant l'avidité l'emporte sur la raison : se mettre 100% liquide quand les seuls actifs sont à 100% dans un processus de bulle.

Pour les *asset managers*, la question se résume théoriquement à l'arbitrage entre “coller au *benchmark*” et “sortir à temps” pour éviter de tout perdre.

Sauf que les gérants n'ont d'autre choix que d'être investis ; or ils ont peur de perdre leur place en ne collant pas au “benchmark”. Cette peur-là l'emporte largement sur celle de tout faire perdre à leurs clients.

Mais que la peur de tout perdre effleure quelques gros clients intrigués que tout soit trop beau pour être vrai... et la pyramide de Ponzi s'effondre, les banques centrales jouant volontairement le rôle des derniers pigeons du “super-Madoff”. Ceci dit, que le dernier pigeon soit ignorant ou agisse en toute connaissance de cause... un Ponzi reste un Ponzi.

Les banques centrales s'acharnent simplement à repousser l'échéance en imprimant toujours plus de fausse monnaie.

« La Russie de Poutine et les États-Unis d'Obama !! »

Charles sannat 3 mars 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous le savez, car il est impossible d'échapper à la propagande autour de la Russie du grand vilain méchant Poutine qui tue ses opposants, il est difficile de faire entendre raison dans un contexte politique tendu.

En réalité, je ne souhaite pas être associé à ceux qui défendent Vladimir Poutine ou la Russie. Je défends, en tant que Français, les intérêts qui sont ceux de mon pays... la France. Et notre intérêt n'est pas forcément de se fâcher avec l'autre partie du continent que ce soit politiquement ou économiquement.

Il faut attirer l'attention sur les contradictions de l'Occident et ne pas croire en notre supériorité morale !

En réalité, ce que je trouve assez répugnant, c'est que nous osions croire ou afficher une supériorité morale à l'égard des Russes par exemple en nous définissant comme les gentils par opposition aux autres, les méchants, sans pondérer les choses ou prendre du recul.

Quelle est notre supériorité morale dans le massacre des années de guerre en Irak ainsi que d'une invasion faite uniquement sur la base d'un mensonge et de manipulation de masse du peuple américain, le gouvernement de l'époque refusant d'être associé à une telle parodie à l'ONU ?

Quelle est notre supériorité morale en Afghanistan que nous quittons la queue entre les jambes, après plusieurs années de combats... pour rien et voir bientôt les talibans revenir à Kaboul ?

Quelle est notre supériorité morale lorsque l'on fait souffrir le peuple grec pour le punir de l'avoir nous-même laisser entrer dans l'euro ?

Quelle est notre supériorité morale en Tunisie lorsque l'on propose à Ben Ali l'assistance de notre police pour venir à bout des révoltes ?

Quelle est notre supériorité morale lorsque l'on bombarde la Libye pour voir maintenant ce pays sombrer dans le chaos ?

Quelle est notre supériorité morale lorsque l'on discute sans vergogne (et peut-être à raison) avec des gouvernements qui lapident les femmes ou fouettent quelques blogueurs récalcitrants ?

Quelles est la supériorité morale de l'Amérique d'Obama face à la Russie de Poutine ?



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=br3KrpzKH5k

Voici la dernière exécution de SDF en provenance des États-Unis d'Amérique à Los Angeles... Une grande ville de plus en plus pauvre tellement la reprise américaine est flamboyante... À croire d'ailleurs que c'est la dernière trouvaille pour réduire la pauvreté... autant la liquider au sens propre du terme !

Je ne sais pas ce que ce pauvre type a fait ou pas, je sais en revanche que ce genre de scène et de bagarre arrive tous les jours en France. Je sais que nos policiers ne tuent pas des gens tous les jours ou presque et que les bavures restent tout de même l'exception dans notre pays. Mais pas aux États-Unis où les violences policières se déchaînent ces dernières années.

Alors quelle est la supériorité morale de la police d'Obama par rapport à la police de Poutine ?

Quelle est la supériorité morale de l'Amérique lorsque Bradley Manning, lanceur d'alerte, est emprisonné pour trahison, lorsque Snowden est en exil (dans la dictature russe pour fuir la démocratie américaine), quelle est la supériorité morale de l'Occident lorsque Julian Assange (que l'on peut trouver par ailleurs fort antipathique) est assigné à résidence dans une ambassade à Londres où il a trouvé refuge depuis plusieurs années sans pouvoir même en sortir ?

Alors, de vous à moi, quelle est la supériorité démocratique de l'Occident face à l'Orient de Poutine ?

En vous disant cela, je ne défends pas la Russie de Poutine, je vous dis juste qu'avant de retirer la paille dans l'œil du voisin il faut retirer la poutre dans le nôtre, je vous dis juste que ce qui pouvait être juste il y a quelques années me semble nettement moins vrai aujourd'hui.

J'observe que nos libertés s'érodent.

Je vois que nos paroles sont moins libres et nos mots sous surveillance.

Je regarde la liberté d'expression se réduire comme peau de chagrin.

Je vois une nette augmentation de la répression.

Et finalement j'en viens à me demander où se situe notre supériorité morale ? Dans la taille de nos supermarchés sans doute, tant les deux seules libertés que l'on veut nous octroyer sont celles de la consommation et de l'abrutissement télévisuel.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

Les ventes de voitures neuves en France à la hausse en février grâce aux constructeurs étrangers

Cette information n'a pas grande importance, il s'agit juste de voir la tendance car pour le moment, les ventes de voiture sont assez erratiques et j'ai un indicateur économique personnel que je vous invite à partager.

Rendez-vous sur les parkings de vos concessionnaires auto... regardez bien. Vous allez voir que les parkings sont tout plein de voitures encore emballées... et je peux vous assurer que cela ne correspond pas aux ventes de la semaine.

En clair, en ce début d'année, les constructeurs ont incité leurs concessionnaires à prendre plus de véhicules, et une fois le véhicule dans le stock de la concession, il est considéré comme vendu par le constructeur... alors que personne n'en est encore l'heureux propriétaire !!

Charles SANNAT

L'Europe divisée sur l'attitude à adopter envers Moscou

Tout l'art de la stratégie diplomatique russe est d'obtenir une division des Européens à l'égard des sanctions à prendre contre la Russie. Les joueurs

d'échec du Kremlin sont en passe de réussir leur pari de défaire le front uni américano-européen tout en sachant que le temps et les effets des sanctions n'aident pas non plus les pays européens à poursuivre cette politique économiquement suicidaire de sanction à l'égard de la Russie.

Charles SANNAT

L'inflation réelle en Ukraine atteint 272 %

Il faut toujours avoir présent à l'esprit que lorsque l'économie d'un pays s'effondre, il ne reste que les actifs tangibles. Lorsqu'il s'agit d'une guerre, la « pierre » peut s'effondrer y compris au sens propre du terme, il ne reste souvent plus que l'or qui vous permet de prendre la poudre d'escampette en emportant avec vous un minimum de valeur dans un minimum de poids... et c'est tout l'avantage.

Donnez-moi une valise de 10 kilos de linge et de 10 kilos d'or, et je peux recommencer une vie n'importe où dans le monde même si c'est difficile !! N'oubliez jamais ce grand principe de portabilité du métal jaune en cas de catastrophe... Les Syriens, les Ukrainiens, beaucoup d'Égyptiens, les Libanais et de façon générale toutes les diasporas en savent quelque chose !

Charles SANNAT

L'économie chinoise devrait croître de 7 % au premier trimestre 2015

Chaque année, le taux tendanciel de croissance de la Chine baisse... alors rien d'étonnant à ce que l'on approche les 7 %. L'année prochaine, on nous parlera de 6,7 % très exactement car la croissance chinoise fonctionne par paliers de 0,3 %...

Pendant ce temps, l'augmentation de la production d'électricité se traîne péniblement à plus 4 %...

Charles SANNAT

Quand le capitalisme en vient à se mordre la queue

Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 03/03 LesEchos.fr

Aux Etats-Unis, les grandes entreprises rachètent leurs actions en masse. Elles ont pourtant été créées pour collecter de l'argent afin de mener à bien leurs projets. Mais alors, d'où viendra la croissance de demain ?

de Jean-Marc Vittori

Non, désolé, j'ai vraiment trop d'argent. Je ne sais pas quoi en faire. Je préfère vous le rendre. Ce message sidérant ne vient pas d'un Etat confetti brusquement enrichi ou d'un milliardaire illuminé d'un coup par la lutte contre la pauvreté prônée par le pape François, mais... des grandes entreprises américaines. L'an dernier, elles ont gagné de l'argent comme jamais. Leurs bénéfices dépassent 12 % du PIB, un record historique, deux fois plus que la moyenne de long terme. Celles qui font partie de l'[indice boursier S&P 500](#) ont rentré plus de 1.000 milliards de dollars de profits. Elles en ont versé un tiers (350 milliards) à leurs actionnaires sous forme de dividendes, une proportion assez classique. Mais elles leur ont aussi racheté des actions... pour plus de 550 milliards, le plus souvent pour les détruire. Trois quarts d'entre elles sont des adeptes de ce « buyback », comme on dit aux Etats-Unis. C'est le coeur du capitalisme qui est touché.

Le mouvement est enclenché depuis longtemps. Depuis que le gendarme de la Bourse américaine - la Securities and Exchange Commission, plus connue sous son acronyme SEC - a assoupli la réglementation sur les rachats d'actions en 1982, les firmes américaines n'ont cessé d'absorber plus de capital qu'elles n'en émettent. Depuis 2004, elles auraient consacré aux rachats... 7.000 milliards de dollars, plus de la moitié de leurs profits. Beaucoup d'entre elles se sont même endettées pour racheter les titres. Cette mode américaine a comme souvent gagné le monde. Au Japon, où il a été autorisé en 1994, des géants comme Toyota ou Mitsubishi y ont succombé. En Corée du Sud, Samsung s'y est mis, tout comme, en Chine, le prestataire de services sur Internet Tencent. En Europe, le [rachat d'actions](#), autorisé un peu plus tard (1998 pour la France et l'Allemagne), se pratique aussi, mais à moindre échelle. Les entreprises du CAC 40 y ont consacré l'an dernier 10 milliards d'euros, pratiquement cinq fois moins que pour les dividendes. Rien à voir avec la tendance américaine, qui touche à la frénésie.

D'où vient ce véritable emballement ? Le fisc y a sa part. Aux Etats-Unis, les intérêts d'emprunt réduisent la base imposable. Une entreprise qui s'endette pour racheter ses actions abaisse donc sa note fiscale. En France, un particulier vendant des actions bénéficie d'un abattement sur la [plus-value](#) s'il les détient depuis plus de deux ans, ce qui n'est pas le cas pour les dividendes perçus.

Ce n'est qu'une toute petite partie de l'histoire. La vraie raison, c'est bien sûr la pression des actionnaires. Les chefs d'entreprise n'ont pas décidé tout seuls de rendre l'argent ! Depuis que l'économiste de Chicago Milton Friedman a expliqué en 1970 que « *la responsabilité sociale des entreprises est d'accroître leurs profits* », les détenteurs d'actions ont considérablement renforcé leur emprise sur la gestion des entreprises, en alignant notamment la rémunération des dirigeants sur le cours de Bourse. « *J'ai fait des rachats d'actions moi aussi. En cette ère d'investisseurs activistes obsédés par le court terme, c'est pratiquement impossible à éviter* », racontait Nick Hanauer, un « serial entrepreneur » américain devenu capital-risqueur, dans [un article publié par la revue « The Atlantic »](#) le mois dernier sous le titre « Les rachats d'actions tuent l'économie américaine », qui a provoqué plus de 1.000 commentaires sur Internet en vingt-quatre heures. Les activistes adorent le « buyback », qui leur permet de récupérer de l'argent frais - ou d'avoir des actions rapportant davantage, car les dividendes sont alors répartis sur un nombre d'actions plus faible. Même si ces rachats sont souvent réalisés au mauvais moment, , un ancien de la Société Générale devenu l'un des gérants du fonds américain GMO dans une note très remarquée publiée fin 2014. Ils ont par exemple culminé aux Etats-Unis en 2007, juste avant la grande dégringolade boursière de 2008...

Mais la pression des actionnaires n'explique pas tout. Car si les dirigeants cèdent à leurs exigences, c'est aussi parce qu'ils manquent de projets d'investissement prometteurs. Les entreprises les plus gourmandes de leurs propres actions ne sont pas seulement celles qui travaillent dans des secteurs matures, comme les produits de grande consommation ou le commerce, mais aussi (et surtout) celles qui sont sur le front avancé de la technologie - Apple, Intel, Microsoft, Cisco dans les technologies de l'information, Merck ou Gilead dans la pharmacie. Certaines, comme la firme à la pomme, ont su se forger une rente impressionnante... dont elles ne savent que faire.

C'est ici que le capitalisme se mord la queue. Le projet, l'investissement et le partage des risques ont été la raison d'être de la [société par actions](#), pour financer une mine de cuivre en Suède dès le XII^e siècle, les grandes routes maritimes au XVI^e siècle, les usines et les machines de la révolution industrielle au XIX^e siècle. Aujourd'hui, le projet disparaît peu à peu des grandes entreprises cotées. Leurs actionnaires ne sont plus là pour apporter de

l'argent, mais pour en extraire. D'où la montée des questions sur la répartition des revenus (aux Etats-Unis, 1 % des particuliers détiennent 40 % des actions). D'où, aussi, les interrogations majeures sur les grandes innovations à venir. Relèvent-elles de l'illusion, viendront-elles d'autres lieux que les entreprises où elles se sont épanouies depuis un siècle et demi ? Au fond, le « buyback » symbolise le bye-bye au capitalisme du siècle dernier.

Une neutralité du Net pas très nette

Hashtable (H16) 2 mars 2015 Réflexions décousues et Crêpes au sucre

Ça y est, sur internet, tous les petits paquets IP naissent désormais libres et égaux en droit. Ou tout du moins, la FCC américaine (Federal Communications Commission) vient-elle de déclarer qu'il en est ainsi et qu'à ce titre, nul opérateur ne peut discriminer méchamment entre un paquet de flux vidéo et un paquet de flux texte.

Et c'est donc dans une nouvelle réglementation de la FCC, expliquée dans un modeste document de plus de 300 pages dans lequel il n'y aura aucune surprise (mais si, mais si), qu'on apprend que tout prestataire de télécommunication qui fait transiter ces petits paquets tous égaux n'a plus le droit de les trier en fonction de la source, de la destination ou (surtout) du contenu de ces paquets. Il est désormais interdit aux fournisseurs d'accès de bloquer arbitrairement des contenus légaux, de ralentir ou d'accélérer les flux de données sans justification ou de prioriser certains contenus transitant par leur réseau moyennant paiement.

Ouf, nous voilà rassurés – ou, en tout cas, les Américains le sont à présent : grâce à ce gros morceau de bravoure, la neutralité du net est en marche aux États-Unis, le consommateur et le citoyen américain seront dorénavant protégés contre les intentions méchantes des corporations internet turbo-capitalistes, et le ciel de l'avenir, chargé de nuages gris, vient de voir percer un rayon de lumière régulatrice. Gloria in excelsis déhohoooooho et tout le tralala.



En France, la technicité du sujet et la polarisation de la presse sur les palpitantes aventures de [Mr Bean aux Philippines](#) n'auront guère permis à la population de fêter dignement cette avancée majestueuse du droit et de l'égalité jusque dans le monde des octets tendrement emballés par le protocole internet, mais on peut facilement lire quelques soupçons de contentement [ici](#) ou [là](#) par exemple.

Mais voilà : cette belle unanimité laisse pensif. En effet, ce qu'on voit et ce qui est vendu sur le papier, c'est une neutralité pour le consommateur, une protection de la liberté de parole, et internet vu comme un service de base sans lequel vivre n'est plus guère possible. Chouette, du chaton mignon pour tous, à parts égales !



Ce qu'on voit moins, c'est qu'un groupe de lobbyistes a gagné contre un autre groupe de lobbyistes. Ce qu'on voit moins, c'est qu'Amazon, Netflix et d'autres grosses corporations qui produisent du contenu ont gagné le droit de continuer à prendre une part croissante de la bande-passante sans s'acquitter du prix et en reportant les coûts d'infrastructure aux fournisseurs. Par analogie, c'est comme si l'industrie de la fabrication de meuble arrivait à se débarrasser presque complètement du coût de livraison de ces meubles et à la faire intégralement supporter par l'industrie de la livraison, en payant la même chose qu'il s'agisse d'une chaise ou d'une cuisine complète au prétexte d'une « neutralité de l'ameublement ».

Parallèlement, l'introduction de cette nouvelle « neutralité » permet de créer une barrière artificielle à l'entrée sur internet : pour Comcast et Verizon (les opposants affichés, mais en réalité fort modérés à cette neutralité), cette nouvelle réglementation impose un coût d'infrastructure important, certes, mais permet de saborder tout nouvel entrant, toute nouvelle startup qui, se plaçant non sur le câble ou la fibre (où l'un et l'autre sont déjà largement dominants), doit maintenant être capable de délivrer un contenu de façon neutre. On imagine sans mal que toutes les petites entreprises qui voulaient fournir un contenu spécifique par une technologie donnée (radio, typiquement) en faisant un [traffic shaping](#) innovant s'en retrouve d'autant empêchée. D'un coup, la concurrence aux majors de l'infrastructure vient de se prendre un gros taquet.

Oh oui, on a, sur le papier, régulé internet, c'est-à-dire garanti que des

startups *de contenu* pourraient bénéficier de cette neutralité. Les startups *d'infrastructure*, elles, vont se retrouver gravement pénalisées. Régulation qui, en outre, considère internet comme un service public au même titre que l'eau, le gaz ou l'électricité, et qui aboutira donc (les mêmes causes ayant les mêmes effets) aux mêmes cartels que ceux qu'on trouve dans l'eau, le gaz ou l'électricité.

Bien joué.

Quand quelque chose n'est pas cassé, on ne devrait surtout pas le réparer.

Lorsqu'on constate que c'est, précisément, l'État qui vient avec de nouvelles régulations « réparer » internet qui marchait jusqu'à présent et jusqu'à preuve du contraire fort bien, on ne peut que s'inquiéter énormément du chemin que va prendre le réseau mondial. Lorsqu'en plus, cette « réparation » ressemble comme deux gouttes de bave à la myriade d'autres régulations destinées, elles aussi, à « réparer » les intertubes de toutes les crasses pédonazies qui y sévissent terriblement, l'inquiétude prend des allures d'angoisse ... D'autant plus lorsque cette « réparation » a été poussée par le même président que celui qui aura, avec une efficacité redoutable, poussé à la « réparation » de l'assurance maladie américaine. Quand, de surcroît, on note que cette magnifique « réparation » est largement poussée par des corporations, typiquement capitalistes comme Facebook, Netflix, Amazon ou Yahoo, qui ont toute l'oreille (rémunérée ?) du législateur, toutes les alarmes se déclenchent sur le mode « Capitalisme de Connivence », celui-là même qui a toujours fait tant de bien à la liberté en général et à internet en particulier... Enfin, **s'imaginer que les États, et les États-Unis en particulier dans la question qui nous intéresse, seraient subitement en train de prendre parti pour leurs citoyens, c'est faire preuve d'une naïveté confondante !**

Faut-il être aveugle pour constater que cette neutralité du net est mise en place, avec les applaudissements du public, par ce même État qui a mis en place la surveillance la plus massive et la plus profonde de la plus grande quantité d'être humains sur Terre, toutes époques confondues ? Faut-il se réjouir qu'un État régule encore un peu plus internet, lui qui a déjà largement prouvé ne pas s'embarrasser ni des droits de l'homme, ni de l'intérêt collectif, ni même de la liberté ou de la paix ? Faut-il réellement trouver admirable ce pas supplémentaire dans la mise en coupe réglée du réseau des

réseaux ? Et faut-il oublier que l'État qui met tout ceci en place n'a, depuis 20 ans, pas passé une seule loi qui vise ni à ralentir sa propre obésité et sa propre mainmise, ni à donner plus de liberté à ses citoyens ?

Autrement dit, parce que le nom « neutralité du net » est sympathique, parce que le concept, aussi vapoureux soit-il, comporte ce délicieux côté égalitariste, et parce que l'idée qu'on puisse payer en fonction de son usage défrise certains consommateurs, **il faudrait d'un coup oublier que l'État qui met en place cette idée n'a jamais autant mis ses gros doigts dans les libertés et la vie privée de tous, n'a jamais montré autant de collusion avec les puissances financières, et croire – youpi, youplaboum – qu'il le fait pour notre meilleur intérêt...** Cela nous a un petit côté 3615 Bisounours délicieusement suranné.

Beaucoup voulaient la neutralité du net. Ça tombe bien, elle est en train de se mettre en place et tout indique que les Européens ne seront pas en reste. La gourmandise avec laquelle la Commission Européenne et l'ensemble des États membres l'implémenteront en dira très long sur l'impact réel pour le citoyen.

Mais une fois qu'elle sera là, ne venez pas vous plaindre.

Revue de presse internationale du 01/03/2015

Blog d'Olivier Berruyer



Une bonne dizaine d'articles en traduction française dans cette revue. Plus globalement, au programme, beaucoup de soupçons de manipulation (comptes des banques, cours du pétrole, médias, sondages, réseaux sociaux, etc.), des dettes publiques et privées, les favoris des prochaines élections américaines, et même un site 'amusant', oui, oui ("the

fun theory”) ! Merci à nos contributeurs et bonne lecture.

CRISE BANCAIRE

La nouvelle réglementation du gouvernement fédéral autroise les banque à complètement... La ferme !

"Les banques utilisent encore des astuces comptables pour cacher leur véritable condition. [...] JP Morgan seule a augmenté ses obligations détenues jusqu'à maturité de moins de 10 millions de dollars à près de 17 milliards (1700x supérieure) en une seule année. C'est un énorme changement. Presque chaque grande banque fait cela, et délibérément. Ce n'est pas un hasard. Et il n'y a qu'une seule raison pour le faire en utilisant la minutie comptable : pour dissimuler des pertes. Mais les astuces comptables ne s'arrêtent pas là. Et dans de nombreux cas, elles sont alimentées par le gouvernement. [...] En fin de compte, il devient extrêmement difficile d'avoir confiance dans la santé financière de banques occidentales. Elles emploient tous les trucs dans leurs livres pour exagérer leurs ratios de fonds propres et sous-estiment leur niveau de risque."

Source : [Sovereign man](#)

Le NIRP (Negativ Interest Rate Policy / Politique de taux d'intérêt négatifs) arrive officiellement aux États-Unis et Comme JPM commence à compter des frais sur les dépôts

"Le WSJ l'a signalé une fois de plus, la nébuleuse est devenue tangible après que JP Morgan Chase, la plus grande banque américaine par les actifs (et deuxième au ÉtatsUnis par dérivés totaux théoriques) se prépare à faire payer ses grands clients institutionnels pour certains dépôts. WSJ ajoute que JPM « vise à réduire les dépôts touchés par milliards de dollars, avec ul'objectif d'en réduire le nombre cette année ». [...] La punchline du WSJ : « Les mouvements ont remis en question la pierre angulaire de la banque, dans laquelle les dépôts ont été considérés comme l'une des formes les plus attrayantes du financement de l'industrie. »"

Source : [Wall Street Journal via Zero Hedge](#)

Un PDG d'une banque à un juge espagnol : me faire payer mes crimes enverrai 'un message d'incertitude aux marchés'

"Rodrigo Rato l'ancien président de Bankia est poursuivi pour de fausses déclarations lors d'une augmentation de capital en 2011. Un juge espagnol menace Bankia d'une amende de 800 millions d'euros. Selon Rodrigo Rato une telle amende risquerait de provoquer une perte de confiance des marchés et d'avoir des répercussions sur l'économie espagnole. Dans les années 60, le père et l'oncle de Rodrigo Rato avaient été emprisonnés pendant 3 ans pour fraude bancaire, c'était une autre époque." [Comme on le sait, "les cons ça ose tout, c'est comme ça qu'on les reconnaît..."]

Source : [Wolfstreet](#)

CRISE FINANCIÈRE

Paul Craig Roberts : le cancer de la répression financière (et pourquoi vous ne pouvez rien y faire)

"La financiarisation de l'économie par les grandes banques : « Cela signifie concrètement qu'elles convertissent tous les surplus économiques dans le paiement des intérêts de la dette. Elles siphonnent toute la vitalité de l'économie. Il ne reste plus rien pour alimenter la demande des consommateurs, l'investissement, et les systèmes de retraite. La financiarisation exproprie le surplus économique, qui est créé à travers le maintien du niveau de vie actuel, au profit des intérêts de la dette. »"

Source : [Zero Hedge - Traduction les moutons enragés](#)

9 pays dans le monde ont une dette supérieure à 3 fois leur PIB

"Depuis la crise de nombreux pays ont vu augmenter fortement leur dette totale (dette des ménages et des entreprises non financières plus dette publique). Le Japon est le pays le plus endetté au monde en 2014, 4 fois son PIB, suivi par les pays périphériques de la zone euro. Cependant on note aussi parmi les pays les plus endettés Singapour, la Belgique, la Hollande et le Danemark qui sont rarement mentionnés. Par ailleurs la dette privée augmente extrêmement rapidement en Chine mais sa dette publique reste modérée."

Source : [zerohedge](#)

CRISE ÉCONOMIQUE

L'asservissement par la dette : « la plupart des américains sont des esclaves et ils l'ignorent »

« La plupart des américains passent leur vie à travailler pour d'autres, à rembourser leurs dettes à d'autres personnes et à exécuter des tâches que d'autres leurs ont confié. Nous n'aimons pas nous considérer comme des serviteurs ou des esclaves, mais c'est ce que la vaste majorité d'entre nous est. Le mécanisme de notre aliénation est juste devenu plus complexe avec le temps. L'emprunteur devient de fait le serviteur de son créancier et la plupart d'entre nous entrent dans la spirale de la dette très tôt dans la vie adulte. En fait, ceux qui font des études supérieures pour « recevoir une éducation » vont probablement entrer dans la vie active avec une quantité phénoménale de dette. Et il ne s'agit là que du commencement du processus d'accumulation de la dette. »

Source : [The Economic Collapse - Traduction les moutons enragés](#)

DÉMOCRATIE

et la CIA créa le label "théorie du complot"...

" ... pour attaquer quiconque mettait en doute la version "officielle". Démocratie et capitalisme de libre marché ont été fondés sur des théories du complot. La Magna Carta, la Constitution et la Déclaration d'indépendance et d'autres documents occidentaux fondateurs étaient fondés sur des théories du complot. La démocratie Grecque et le capitalisme de marché libre ont également été basés sur les théories du complot. Mais c'était le bon vieux temps ... Les choses ont maintenant changé. Tout cela a changé dans les années 1960. Plus précisément, en Avril 1967, la CIA a écrit une dépêche qui a inventé le terme «théories du complot» ... et les méthodes recommandées pour discréditer ces théories. L'expédition a été marquée "psych" - abréviation de «opérations psychologiques» ou désinformation - et "CS" pour "clandestins services » l'unité de la CIA. L'envoi a été produit dans les réponses à une demande du Freedom of Information Act par le New York Times en 1976."

Source : [Washington's blog - Traduction Vers où va-t-on](#)

La démission de Peter Osborne montre que les médias ne devraient pas seulement servir les riches

"En gros, la Grande-Bretagne n'a pas de presse libre. Nos médias ne sont pas gérés par le gouvernement, et ne s'engagent pas contre la censure généralisée. Au lieu de cela, les médias sont dirigés par un petit groupe de patrons politiquement motivés, eux-mêmes en ligne avec d'autres intérêts privés par le biais de la publicité ou des réseaux personnels. Les journalistes issus de milieux non privilégiés sont filtrés à travers des stages non rémunérés et de coûteux diplômes d'études supérieures, assurant les médias en tant que boutiques en vase clôt pour un fonctionnement plus facile. Selon un rapport publié par la commission de la mobilité sociale et de la pauvreté des enfants, plus de la moitié des 100 meilleurs professionnels des médias ont suivi des études dans le privé. La couverture des informations reflète trop souvent les priorités, les préoccupations et les préjugés de cette minuscule bande de la population Britannique. Plutôt que d'être un moyen de tenir les puissants pour rendre compte et suffisamment signaler les problèmes, les médias acceptent le lobbyiste politique ultime pour leur élite. [...] Et si pour une raison « l'élite » n'obtient pas satisfaction avec la propagande des médias, il y a toujours le plan B. Quel est-il ? La corruption par la CIA comme l'indiquait le journaliste allemand lanceur d'alerte Udo Uflkotte à Liberty Blitzkrieg."

Source : [The Guardian](#)

Londres forme plus d'un millier de soldats en tant que « Guerriers Facebook »

"Les militaires Britanniques de la compagnie des « Guerriers » de Facebook devraient s'activer pour des opérations sous fausse bannière et des campagnes de désinformation dans les médias sociaux. L'unité se compose de 1.500 soldats en ligne. L'armée Britannique va les utiliser à partir d'Avril 2015 dans le cadre d'une « Cyber Armée ». Les dits « Guerriers Facebook » proviennent des rangs du Security Assistance Group (SAG), qui forme une partie de l'armée Britannique. Le SAG a été fondé en Septembre 2014 et comprend actuellement 453 personnes. Les membres de la SAG sont utilisés entre autres pour des opérations psychologiques de manipulation et dans les médias. Ceci provient d'un document produit par le ministère des affaires étrangères Britannique. Mais si 453 personnes seront recrutées par le SAG, il

reste encore difficile de savoir d'où proviendront les 1.047 autres recrues. [...] Les cyber-soldats sont appelés «Chindits » et leur base est situé dans le Berkshire. A l'origine, le mot «Chindits » provient des Forces spéciales indienne Britanniques, qui ont été utilisées pendant la Seconde Guerre mondiale dans le cadre de la guerre du Pacifique en Birmanie. Cela a eu pour effet de paralyser la tâche de communication et d'approvisionnement des lignes japonaises et de leur faire un cadeau sous la forme de campagnes de désinformation et d'opérations secrètes pour semer de la confusion dans les rangs de l'ennemi."

Source : [Deutsche Wirtschafts Nachrichten](#)

EUROPE

La corruption avec l'argent des contribuables : l'Italie et la France, sous l'oeil de l'OLAF

"Le projet controversé de Ligne à Grande Vitesse entre Lyon et Turin est dans le collimateur de l'Office européen antifraude, l'OLAF. France et Italie réclament près de 4 milliards d'euros à l'UE pour financer ce projet qui lui a déjà coûté 450 millions d'euros."

Source : [Euractiv \(Version Française\)](#)

Les socialistes veulent délacer l'accord de libre-échange avec le Canada

"Les sociaux_ démocrates veulent changer la section relative à la protection des investisseurs dans l'ALE avec le Canada. De grandes opportunités qu'ils n'ont pas, parce que l'accord a longtemps été négocié. Compte tenu d'une alliance rouge-rouge-vert au Parlement européen, les conservateurs européens pourraient avaler ce changement cosmétique mais quand même. Le vrai problème des accords de libre-échange, le dumping salarial et les pertes d'emplois, n'est pas abordé par les sociaux- démocrates. Dans un document qui a été discuté au cours du weekend lors d'une conférence du Parti socialdémocrate et du gouvernement à Madrid, ce sont des «nouveaux principes pour un système de protection des investissements modernisés » nécessaires qui ont été traités. Il devrait donc être mis un terme à l'abus. Pas encore ratifié, l'accord entre l'UE et le Canada (AECG) devrait être modifié en conséquence. Dans une interview à Reuters, le chef du groupe parlementaire SPD Thomas Oppermann se dit confiant "que nous allons

réaliser des progrès dans arbitrage investisseurs-État."''

Source : [Deutsche Wirtschafts Nachrichten](#)

Enquête de l'UE : les citoyens européens seraient enthousiastes au sujet du TTIP

"L'UE a publié un sondage selon lequel les citoyens sont carrément euphoriques à propos de l'accord de libre-échange TTIP. Dans les 25 États membres régnerait un véritable enthousiasme sur l'accord négocié dans le complet secret. La jubilation à Bruxelles n'est entachée que par un petit détail : les Allemands sont la plupart du temps contre le TTIP. « Le soutien pour un accord de libre-échange avec les États-Unis en Europe est très élevé », dit le communiqué de presse de la Commission européenne à l'occasion du dernier Euro-baromètre. Ainsi les sondages actuels montrent qu'un total de 58 % des citoyens de l'UE « seraient pour le TTIP » et seulement « un sur quatre serait contre ». C'est en Allemagne, en Autriche et au Luxembourg, que la majorité des citoyens sont toujours contre l'accord proposé. En Allemagne, 39 % sont pour le TTIP . 41 % sont opposés, 20 % ne se prononcent pas. En Autriche, 51 % sont contre l'accord, au Luxembourg 43 %. La plupart des partisans de l'accord se trouvent en Lituanie (79%), à Malte (75%), en Roumanie (75%) et aux Pays-Bas (74%)."

Source : [Deutsche Wirtschafts Nachrichten](#)

Pourquoi 4 et pas 6 mois ? [Graphique]

"Pourquoi quatre et non six mois ? Simple : pour que l'humiliation du gouvernement Syriza puisse se poursuivre avec un autre plan de sauvetage, alias « programme en cours », alias protocole de demande de prolongation juste avant la plus grande maturité de la dette pour le reste de 2015."

Source : [Zero Hedge](#)

GÉOPOLITIQUE

L'armée irakienne abat deux avions britanniques transportant des armes pour l'Etat Islamique

« Un parlementaire a révélé lundi que l'armée irakienne avait abattu deux avions britanniques transportant des armes pour les terroristes de l'EI dans la province d'Al-Anbar, « La Commission de sécurité nationale et de la défense

du Parlement irakien a accès aux photos des deux avions qui sont britanniques et qui se sont écrasés alors qu'ils transportaient des armes pour l'EI, » a déclaré le président de la commission, Hakem al-Zameli, selon un rapport publié lundi par le centre d'information en langue arabe du Conseil suprême islamique d'Irak. » [Vous avez dit bizarre ?]

Source : [Fars news - Traduction Le Grand Soir](#)

Élément de surprise ? Le Pentagone révèle des détails sur l'offensive militaire en Irak impliquant jusqu'à 25.000 hommes de troupes

"Les États-Unis envisageraient une offensive militaire irakienne impliquant 20 à 25.000 hommes de troupes pour reprendre Mossoul à l'État islamique en Irak et en Syrie en Avril-mai, a déclaré jeudi un responsable militaire de l'ONU. On ne sait pas exactement combien de ces dizaines de milliers de soldats seront annoncés avec l'avant-garde des « agents sur le terrain de la CIA », combien pour les prétendument- islamistes modérés « formateurs de l'armée » et combien seront le bon vieux numéro général. Nous prévoyons que le nombre soit sensiblement plus élevé que ce qui est révélé au public. « Aucune décision n'a été prise quant au petit nombre de conseillers militaires Américains qui pourraient avoir besoin d'être sur le terrain près de Mossoul pour diriger l'appui aérien rapproché, a dit l'officiel. » En d'autres termes, la seconde invasion américaine de l'Irak est maintenant non seulement en jeu, mais a été largement télégraphiée à l'avance à ISIS. Le responsable américain a également ajouté que Mossoul était actuellement détenue par 1.000 à 2.000 combattants de l'État islamique... Un certain nombre qui est maintenant appelé à augmenter sensiblement. Donc, avec l'Irak sur le point de subir sa troisième invasion des troupes américaines, la seule question est exactement ce que sera l'événement de type « Faux Drapeau » vraiment spectaculaire qui réussisse à associer pleinement Assad comme le véritable adversaire des États-Unis. Parce que, pour ceux qui sont encore confus, envahir la Syrie a été le sujet principal dès le premier jour. Question subsidiaire : comment répondra Poutine au juste maintenant qu'un assaut terrestre au Moyen-Orient devient si proche des intérêts stratégiques Russes de pipeline, est imminent ?"

Source : [Reuters & Zero Hedge](#)

Guerre froide : la Russie et les États-Unis dans la course pour gagner la faveur de l'Iran

"La Russie et les États-Unis se disputent les faveurs de l'Iran : Selon les Américains, un accord nucléaire avec Téhéran est à leur portée et apporterait la paix à long terme dans la région. D'une part les négociations de Moscou avec l'Iran, d'autre part sur l'achat de missiles antiaériens, qui améliorerait grandement la défense du pays. «Nous avons fait des progrès» sur les négociations nucléaires, a expliqué le secrétaire d'État Américain John Kerry cité par The Times of Israel. Les deux parties ont développé une compréhension mutuelle dans les négociations, affirme Mohammed Javad Zarif, ministre Iranien des Affaires étrangères. Un représentant du gouvernement Américain a déclaré que d'autres entretiens sont prévus avec le secrétaire d'État adjoint lundi prochain. La semaine dernière, Kerry s'était plaint de « différences significatives » dans les négociations à Genève. Il a même menacé de les interrompre, elles expireront de toute façon le 31 Mars 2015. Le ministre de la Défense Israélien Moshe Yaalon a considéré comme dangereux un accord nucléaire potentiel entre les États-Unis et l'Iran. Le rapprochement soudain entre Washington et Téhéran intervient peu de temps après que la société Russe d'armement Rostec ait proposé à l'Iran d'acheter des missiles sol-air Antey 2500. Sous la pression de l'Occident, la Russie avait annulé en 2010 un contrat avec l'Iran pour lui fournir des missiles anti-aériens S300. Le Antey 2500 Russe remplacera le S300."

Source : [Deutsche Wirtschafts Nachrichten](#)

MARCHÉS FINANCIERS

Draghi veut acheter des obligations mais qui vendra ?

" Le plan directeur de Mario Draghi pour sauver la zone euro est en danger : début Mars, la BCE va commencer à acheter des obligations du gouvernement sur une base mensuelle pour un montant de € 60 milliards dans tous les pays de la zone Euro. Mais les banques, les assureurs et les fonds d'investissement veulent garder leurs obligations. Ils ont besoin de leurs avoirs en obligations liquide et ne veulent pas donner un taux d'intérêt négatif de dépôt de 0,2 % à la BCE. [...] Parce qu'au fond, la BCE a donc un programme caché de sauvetage des banques en particulier pour les pays en crise [...] Mais maintenant, il s'avère que le programme lancé pour acheter

des obligations d'État pourrait ne pas fonctionner. Les banques européennes et les gestionnaires de fonds d'actifs veulent garder ce qu'ils ont dans leurs portefeuilles. Parce que les obligations dans leurs portefeuilles sont considérées comme trop précieuses, car elles viennent toujours en grande partie des périodes de rendements élevés. [...] La politique de la BCE a maintenant atteint ses limites."

Source : [Reuters](#)

Alan Greenspan prévient : Il va y avoir un "événement de marché significatif... Quelque chose de gros va arriver"

"Président de la FED pendant presque deux décennies, Alan Greenspan a partagé quelques unes de ses pensées lors d'une conférence à la Nouvelle-Orléans : la banque centrale US fait face à des sérieux problèmes, et la sortie du QE et des taux d'intérêts à zero ne pourra pas se faire sans un "événement de marché conséquent", dont le prix de l'or bénéficiera."

Source : [Zero Hedge](#)

MATIÈRES PREMIÈRES

Découvertes de pétrole et de gaz : les plus mauvais chiffres depuis 1952

"Voilà encore des chiffres qui vont à l'encontre des interprétations trop rapides que l'on peut entendre ici ou là sur la situation énergétique mondiale. Depuis 2009 et le début de l'incroyable progression des gaz et pétrole de schiste aux Etats-Unis, de nombreux rapports et commentaires promettent une disponibilité énergétique sans précédent à l'horizon 2020. Certains articles titraient même que nous risquions d'être noyés sous le pétrole !"

Source : [Financial Times - Traduction Avenir Sans Pétrole](#)

Les marchés pétroliers sont truqués : voici comment

"Nous avons remarqué à plusieurs reprises dans de nombreux cas, grâce à l'analyse détaillée des Nanex LLC, que les marchés du pétrole (entre autres) sont manipulés ou truqués. Mais, tout comme Michael Lewis donnait les explications nécessaires aux participants des marchés des actions pour comprendre ce qui se passait, le WSJ rapporte aujourd'hui le « spoofing » (nous traduirons par "manipulation") sur les marchés pétroliers. Le Spoofing consiste en une feinte de tir rapide, qui, comme Matt Simon de groupe Tabb

le note, « soulève la question de savoir si quelqu'un se livre à une activité légitime du marché ou clairement à de la manipulation de marché. » Voici comment ils font... Ironie du sort, la dernière fois que nous avons commenté c'était le lendemain de celui lors duquel la SEC avait accusé un autre courtier (et ses machines) de manipulation. Mais, comme le rapporte le Wall Street Journal, cela continue...[...] L'ampleur de la manipulation n'est pas connue, mais les traders disent que c'est évident dans la façon dont les prix évoluent tous les jours dans une gamme de marchés des actions, d'obligations et à terme."

Source : [Wall Street Journal via Zero Hedge](#)

RÉFLEXION

La théorie du fun

"Wolkswagen a organisé un concours d'idées pour inciter les comportements vertueux en les rendant plus fun. Par exemple les marches d'escalier sont remplacées par des touches de piano ou les conducteurs respectant les vitesses limites participent à une loterie grâce aux radars routiers, ou encore lors des festivals de musique les poubelles de recyclage sont munies de jukebox."

Source : [the fun theory](#)

ÉCONOMIE

'L'économie mondiale est sur le point de disjoncter, et ce, pour 4 raisons'

"David Stockman a travaillé comme directeur de l'Office of Management and Budget sous la présidence de Ronald Reagan. Peu de gens comprennent l'économie mondiale mieux que lui. Sur le blog financier Peak prospérité, Stockman affirme que l'économie mondiale se trouve désormais dans une phase de «crack-up» (« disjoncter ») et ce, pour ces quatre raisons."

Source : [Peak Prosperity - traduction express.be](#)

Aux Etats-Unis, seulement 5,6% de chômage ? Le 'grand mensonge'

"Aux Etats-Unis, les médias, Wall Street et la Maison Blanche ne cessent de célébrer la chute du taux de chômage, d'autant que les Américains aiment les histoires de « come-back ». Mais selon Jim Clifton, CEO de l'institut de sondage Gallup, le pourcentage d'employés américains à plein temps n'a

jamais été aussi faible. La plus grande partie de la population n'en a pas conscience, parce que les chiffres du chômage sont très trompeurs. D'après le Département américain du Travail de chômage, il n'y aurait plus que 5,6% de chômeurs aux Etats-Unis. Sur son blog, Clifton évoque une imposture, « un grand mensonge. »"

Source : [Gallup - Traduction express.be](#)

Voici pourquoi Hewlett Packard vire 58.000 salariés

" Le plus grand scandale dans la parution du bénéfice du premier trimestre de HP n'est pas, tout comme le Nasdaq frappe à la porte du 5000, qu'elle ait déclaré un chiffre d'affaire de \$ 26,8 milliards, inférieur aux attentes du consensus à \$ 27,3 milliards [...] Le plus grand scandale a été que la société ait annoncé qu'après avoir supprimé 44.000 emplois jusqu'à présent, elle va supprimer 58.000 emplois d'ici la fin de 2015. [...] Incidemment, il y a tout juste 10 ans Hewlett Packard employait un total de 58.000 personnes dans l'ensemble des États-Unis. Alors, pourquoi donc la société tranche 58.000 travailleurs ? Simple : pour réduire suffisamment les coûts et continuer à financer son envolée désormais exponentielle de rachats d'actions, qui, dans le trimestre qui vient de se conclure, a été un record de 1,6 milliards de dollars, soit une augmentation de 178% par rapport à il y a un an, et 66% de plus que ce que la société n'a consacré aux dépenses d'investissement, dans le processus de rendre ses actionnaires encore plus riches tandis que son équipe de direction s'est accordée des bonus massifs liés au cours des actions."

Source : [Zero Hedge](#)

Retour de flamme de l'espionnage US : la Chine supprime Apple, Cisco de ses listes d'achat pour l'État

"Un autre morceau des fuites de l'espionnage américain omniprésent dans tous les coins du monde, et bien sûr nous obtenons une autre décision de la Chine juste pour dire de ne plus dépenser d'argent pour des entreprises qui sont, en ce qui concerne Pékin, une extension naturelle de la NSA . Selon l'agence Reuters, la Chine vient de retirer certains des plus grands noms de l'informatique de l'Amérique de ses listes d'achat d'État, le principal parmi elles étant Cisco (qui a déjà été martelé il y a un an en raison des révélations Snowden), et le favori à \$ 1.000 milliards le bouchon ou le rétrogradage du marché du téléphone cellulaire de chacun, le fabricant Apple. Dans le même

temps, la Chine met l'accent de la production nationale au détriment de la production étrangère en approuvant des milliers d'autres produits fabriqués localement. La raison selon Reuters, et à peu près la même que tout le monde : une réponse aux révélations de cyber-surveillance généralisée de l'Occident. Attendez-vous à plus de répercussions, en particulier pour Apple pour qui la Chine est désormais considérée comme une variable clé dans le doublement de son bénéfice par action au cours de l'année écoulée. [...] Merci la NSA : « Le nombre de marques de technologie agréées à l'étranger a chuté d'un tiers, alors que moins de la moitié de ceux des produits liés à la sécurité ont survécu à la réforme. »"

Source : [Zero Hedge](#)

Des milliards d'investissement : Apple décide la construction de deux centres de données en Europe

"Apple veut construire deux nouveaux centres de données en Europe. La société américaine prévoit de dépenser € 1,7 milliards. Apple veut suivre des concurrents comme Microsoft, Google et Amazon qui offrent déjà le traitement des données en Europe. Apple va continuer à fournir ses services de cloud computing pour les clients européens grâce à deux nouveaux centres de données en Europe. Pour la construction et l'exploitation ces deux centres seront au Danemark et en Irlande, avec un investissement de € 1,7 milliards, a annoncé le PDG d'Apple Tim Cook au début de son séjour en Allemagne ce lundi. [...] Les deux nouveaux centres de données, dans le comté de Galway en Irlande et dans la région Jutland Central au Danemark, seront complètement alimentés par de l'énergie renouvelable."

Source : [Deutsche Wirtschafts Nachrichten](#)

ÉTATS-UNIS

Les dockers auraient conclu un accord après la menace du secrétaire du travail des États-Unis

"Après les menaces du secrétaire Américain du travail déclarant « qu'ils ont jusqu'à vendredi pour atteindre un accord ou ils vont devoir négocier avec Washington DC, » les dockers et leurs patrons, selon JOC.com, ont conclu un accord (en dépit de ce que Reuters rapporte qu'aucun accord n'a été conclu la nuit dernière). Comme le rapporte Reuters, aucun accord n'a été signé la nuit

dernière..."

Source : [Reuters via Zero Hedge](#)

Hillary Clinton et Jeb Bush : deux sociopathes en lice pour les prochaines élections aux Etat-Unis

« Les deux principaux candidats pour l'élection présidentielle états-unienne de l'an prochain soutiennent les mêmes politiques de guerre qui se sont avérées un désastre pour les USA et pour le monde entier. Si vous croyez sérieusement que le pouvoir militaire des états-unis est une force internationale dédiée à la stabilité et au bien, alors un certain nombre d'événements de ces deux dernières semaines devraient vous pousser à réfléchir un peu. »

Source : [Stopwar - Traduction Arrêt sur Info](#)

Jeb Bush mis à nu (Part1) : il s'entoure des Architectes de la Guerre en Irak de son frère

"Cela peut être difficile à croire, mais l'un des deux choix du statu-quo pour la présidence américaine étant actuellement enfoncé de force dans la gorge de l'opinion publique américaine sera presque certainement plus impérial et belliqueux que Barack Obama. La raison en est simple. Toute société qui reste apathique pendant qu'un Président après les autres piétine allègrement la Constitution sera soumise à une litanie de dirigeants de plus en plus tyranniques, et même fous... C'est pourquoi l'oligarchie ne peut même plus prétendre que nous vivons davantage dans une République ou bien dans une démocratie. Ils se permettent de bousculer notre servitude pathétique en nous renvoyant le droit en plein dans notre face pour mettre en place ces deux candidats absurdes et dangereux. Si vous aviez encore un doute, aujourd'hui, nous apprenons que Jeb Bush s'entoure activement avec exactement les mêmes personnes qui, sous l'administration de George W. Bush, ont orchestré la terrible tragédie connue comme la guerre en Irak. [...] « Selon Steve Holland de Reuters, Bush a exploité une liste des anciens «divers» fonctionnaires de George W. Bush et George HW Bush pour conseiller sa campagne en plein essor sur la politique étrangère, y compris les principaux architectes de l'invasion de l'Irak de 2002. La liste des conseillers fournis à Reuters par un conseiller de campagne comprend Paul Wolfowitz et Stephen Hadley, ainsi que Tom Ridge l'ancien secrétaire à la sécurité intérieure sous

George W. Bush et Michael Chertoff, et Meghan O'Sullivan ancien conseiller de Bush. » [...] L'histoire s'écrit pendant qu'on en parle, et nous pouvons maintenant voir que la guerre en Irak a conduit directement à la création d'ISIS. Vraiment un type bien ! C'est tout ce que j'ai à dire à ce sujet ..."

Source : [Liberty Blitzkrieg](#)

Hillary Clinton mise à nu (Part 1): comment elle a fait pression agressivement en faveur des mega-sociétés au titre de secrétaire d'État

"La plus grande faiblesse de Hillary Clinton est qu'elle ne vise pas autre chose que l'argent et le pouvoir. Glenn Greenwald le fit remarquer parfaitement sur ce post l'an dernier : Glenn Greenwald sur Hillary Clinton: « Inhumaine, sans principe, avide de pouvoir ... » [...] À la lumière d'Hillary qui n'héberge aucun principe authentique, elle a besoin de se replier sur la marque démocratique contaminée et bidon de « défense du petit gars. » Le seul problème est qu'Hillary Clinton pourrait être l'être vivant le plus branché en Amérique en faveur des méga-sociétés. Comme vous le verrez dans la suite de l'article du Wall Street Journal, elle a passé beaucoup de son temps comme secrétaire d'État du lobbying à l'étranger pour les intérêts économiques des sociétés monstres d'Exxon-Mobil à Boeing, et de GE à Wal-Mart. Tout cela orchestré par l'ancien président de Goldman Sachs, Robert Hormats. Par coïncidence, ces sociétés ont tourné autour et ont donné très généreusement à la Clinton Global Initiative."

Source : [Liberty Blitzkrieg](#)

3 mars 2025: fermeture de la dernière agence bancaire en France

Philippe Herlin Publication: 03/03/2015

[texte de fiction : extrait du livre de Philippe Herlin « La fin des banques? »]

ÉCONOMIE - Ce 3 mars 2025 restera dans l'histoire. En effet, la dernière agence bancaire de France vient de fermer définitivement ses portes. Son installation à Disneyland Paris, qui reçoit pourtant des millions de visiteurs par an, n'y aura rien changé. Le groupe BNP-Générale-Agricole s'y accrochait encore, la décoration avait été refaite à grands frais par le designer Philippe Starck, mais quasiment personne n'y mettait les pieds.



Tout le monde a pu constater le profond chambardement de ce secteur ces dernières années et suivre l'émergence du trio qui domine aujourd'hui les services bancaires à la personne dans l'Hexagone: Orange Money, Apple et Compte-Nickel. L'opérateur télécom était entré sur le marché dès 2008 en Afrique de l'Ouest, dans des pays dépourvus de réseau bancaire mais où chacun possédait un téléphone portable. Avec Orange Money, les transferts d'argent s'opéraient facilement, rapidement et en toute sécurité. Et déjà à l'époque, ses utilisateurs pouvaient souscrire à des produits d'épargne ou d'assurance, comme dans une banque traditionnelle. Lors de son entrée sur le marché européen, Orange avait signé des partenariats avec les banques plutôt que de les heurter frontalement. L'objectif consistait surtout à les endormir, à attendre que les consommateurs basculent progressivement au paiement avec leur smartphone et deviennent ainsi clients de l'opérateur! Les autres services bancaires suivaient dans la foulée. Apple s'y était pris de la même façon lorsqu'il lança Apple Pay il y a dix ans.

Faisant bande à part, Compte-Nickel avait d'emblée créé son propre réseau bancaire, dans les bistrotts, il fallait y penser. Destiné au départ aux interdits bancaires, le concept avait séduit largement au-delà, jusqu'à des millions de Français. Encore reliés au début à MasterCard ou à Visa, comme Orange et

Apple, ces nouveaux acteurs avaient finalement pu faire l'impasse sur ces opérateurs de cartes bancaires, véritable passage obligé dépendant des grandes banques. Les cartes bancaires coûtaient cher aux commerçants, de l'ordre de 2 à 3% du prix de vente. Une lourde taxe prélevée sur les échanges. Les trois leaders actuels proposèrent, autour de 2020 on s'en rappelle, des solutions dix fois moins chères. Le basculement se fit rapidement, et la descente aux enfers commença pour les banques de réseau.

On pourrait dire qu'une parenthèse se referme. Jusque dans les années 1960, peu de Français possédaient un compte bancaire, la plupart des salariés étaient payés à la semaine en liquide. C'est la mensualisation des salaires, imposée par le Président Georges Pompidou en 1970, qui fit basculer le pays dans la bancarisation. L'invention de la carte bancaire transforme les paiements en machines à cash pour les banques (alors que la gestion des espèces et des chèques leur coûte cher), c'est l'âge d'or des grands réseaux bancaires. Une première alerte intervient à la fin du siècle dernier avec l'arrivée de PayPal qui entama le monopole des banques. Puis vint le temps des acteurs qui dominent le marché de nos jours.

La banque au sens traditionnel du terme, née au Moyen Âge pour faciliter des échanges de plus en plus complexes, se porte très bien, les services aux entreprises et aux personnes disposant d'un patrimoine significatif nécessitent un conseil haut de gamme et personnalisé, son marché ne fait que croître dans le cadre de l'économie mondialisée et connectée que nous connaissons. C'est la banque de masse qui, finalement, n'aura duré que quatre ou cinq décennies, soit peu de chose à l'échelle de l'histoire, les acteurs technologiques offrant un service plus efficace et bien meilleur marché.

Une vente aux enchères de mobilier de banque de détail sera assurée samedi par Artcurial, on pourra y trouver des sièges en cuir, des comptoirs, des lecteurs de cartes bancaires, une rare affiche de la BNP, "votre argent m'intéresse", de 1974, et même des Minitels. Une occasion à ne pas manquer. Cet article vous sera facturé 0,00000025 bitcoins, merci pour votre lecture.

Pétrole: les cours remontent malgré les craintes de surabondance

Les prix du pétrole grimpaient de nouveau mardi, aidés par des achats spéculatifs, mais dans un marché restant inquiet sur la surabondance d'offre d'or noir.

Vers 6h15 (heure du Québec), le baril de Brent de la mer du Nord (pétrole de référence au Québec) pour livraison en avril valait 60,76\$US sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,22\$US par rapport à la clôture de lundi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de « light sweet crude » (WTI) pour la même échéance gagnait 71 cents à 50,30\$US.

Les prix de la référence du brut au Québec se reprenent mardi, après avoir perdu près de 5% de leur valeur la veille.

Le Brent avait pourtant terminé sur une bonne note en février, gagnant près de 18% sur le mois, une performance plus vue depuis mai 2009.

Mais les analystes de Commerzbank demeuraient sur leurs gardes, prévenant que les gains du mois dernier avaient été en partie liés à la spéculation.

«La faiblesse des prix lundi a été vue par une majorité d'opérateurs comme une bonne opportunité d'acheter», ce qui a soutenu les cours du Brent mardi pendant les échanges asiatiques et en début d'échanges européens, selon les analystes.

«Il est impossible de savoir combien de temps ce schéma (spéculatif) va continuer», notait-on chez Commerzbank.

Le WTI grimpait lui aussi, aidé par un rebond technique mardi, mais la surabondance d'offre sur les marchés continuait de peser sur les cours, la plupart des analystes n'entrevoyant pas de rebond ferme des prix avant le deuxième semestre 2015, voir la fin de l'année.

« Les réserves de Cushing peuvent encore accueillir plus de 20 millions de barils et l'on s'attend à ce qu'elles soient remplies, ce qui va mettre sous pression le WTI », notaient les analystes de PVM.

Les statistiques hebdomadaires du Département américain de l'Énergie américain (DoE) qui sortent le mercredi devraient donc continuer à influencer les cours du WTI.

Les marchés prêtaient également attention aux négociations sur le nucléaire

iranien qui ont repris lundi.

Les puissances occidentales, qui ont imposé à l'Iran un arsenal de sanctions économiques, y compris contre le secteur pétrolier, sont engagées dans de difficiles négociations avec Téhéran pour le convaincre d'abandonner son programme nucléaire controversé.

« Il y a une chose dont le marché du pétrole n'a pas besoin: c'est le pétrole iranien », constataient les analystes de PVM.

D'autant plus que les analystes notaient que la production en Libye avait grimpé au-dessus des 400000 barils par jour, d'après la compagnie nationale de pétrole libyenne, et que la production irakienne augmentait après avoir été affecté par des intempéries en février.

Ottawa investit 17M\$ à l'aéroport Saint-Hubert

LesAffaires.com Publié le 02/03/2015 à 17:29

Ottawa annonce un investissement de 17 millions \$ sur trois ans à l'aéroport Saint-Hubert de Longueuil, sur la rive-sud de Montréal.

L'argent servira à la remise en état de la piste principale, des voies de circulation et des aires de trafic, mais pave également la voie à des améliorations beaucoup plus importantes à long terme.

«C'est pour mettre à niveau nos infrastructures, dont une grande partie de la piste principale qui est en fin de vie», a expliqué le président du conseil de Développement Aéroport Saint-Hubert Longueuil (DASHL), Jacques Spencer, en entrevue avec La Presse Canadienne.

«La piste a 7800 pieds, mais les fonds qui nous sont dédiés sont pour mettre à niveau 6000 pieds de cette piste et deux voies de circulation», a-t-il précisé.

Cette distance partielle s'explique par le fait que le programme fédéral couvre les besoins du transporteur principal, en l'occurrence Pascan Aviation, qui utilise notamment des appareils Q-400.

Les travaux visent notamment des améliorations aux systèmes électriques et le remplacement de systèmes de drainage dans le but d'assurer de façon continue la sécurité des activités à cet aéroport pour les équipages de conduite, les passagers et les employés.

L'annonce a été fort bien accueillie par la mairesse de Longueuil, Caroline St-

Hilaire.

«La décision du gouvernement fédéral d'octroyer les fonds demandés confirme que l'aéroport de Saint-Hubert constitue une infrastructure vitale pour Longueuil et pour toute la région. De plus, c'est une excellente nouvelle qui vient soutenir le projet de municipalisation de l'aéroport que nous avons mis de l'avant en 2012», a indiqué Mme St-Hilaire par voie de communiqué.

Depuis 2012, Longueuil réclame la municipalisation de l'aéroport, qui ferait de l'infrastructure une propriété de la Ville, un projet dont la réalisation fait toujours l'objet de discussions avec le gouvernement du Québec.

«Souvent, pour une raison ou pour une autre, pendant que DASHL veut progresser, générer de nouveaux revenus, attirer une nouvelle clientèle, il peut y avoir une problématique pour certaines personnes qui sont sur le conseil d'administration», a dit M. Spencer, mettant en relief de possibles conflits entre les intérêts particuliers de certains et ceux de l'aéroport.

«Si c'est municipalisé, c'est la Ville qui devient le gestionnaire, ce qui rend la gouvernance beaucoup plus indépendante et les intervenants peuvent prendre des décisions pour le bien de l'opération», a-t-il ajouté.

Selon Jacques Spencer, l'investissement de Transport Canada est une première étape.

«Une fois cela complété, la dynamique d'investissement va devenir plus intéressante et on sera capables d'aller de l'avant et investir dans un aérogare, une caserne d'incendie, un service de dégivrage, etc., pour attirer cette clientèle d'affaires qui pourrait être intéressée à faire, par exemple, Montréal-Toronto», a-t-il dit.

Il a rappelé qu'une étude de Sécor en 2011 indiquait que le marché de l'aéroport de Saint-Hubert s'étend potentiellement en Estrie, dans toute la Montérégie et même dans le sud de l'Île de Montréal.

«C'est un bassin de plusieurs millions de personnes», a-t-il fait valoir.

Document : 10 ans sont nécessaires pour s'adapter au pic pétrolier - rapport Hirsch

[Archives du web]

14 avril 2010 Contreinfo.info

En 2005, le Département de l'Energie américain publiait une étude sur le pic pétrolier réalisée sous la direction de Robert Hirsch, un spécialiste des questions de l'énergie. « Le pic pétrolier confronte les USA et le monde à un problème de gestion des risques sans précédent », avertissait-il, qui requiert le démarrage d'un « programme d'adaptation en urgence », nécessitant au moins une dizaine d'années d'efforts intensifs et des investissements considérables sur l'efficacité énergétique, la production des carburants de substitution et le renouvellement des parcs de véhicules avant que les résultats se fassent sentir, tant le défi posé est d'ampleur considérable. Dans l'un des trois scénarios étudié par Hirsch, où le pic survient avant qu'aient été entrepris les efforts de reconversion, il prévoit un « déficit important de carburant durant plus de deux décennies. » Dans ce cas, « les coûts économiques, sociaux et politiques seront sans précédents ». --- Le pic pétrolier n'est pas une hypothèse d'école, mais une certitude géologique. Les politiques, qui se sont laissé bercer par les messages autrefois rassurants de l'AIE, n'ont semble-t-il toujours pas pris la mesure de la tâche. Faut-il s'en étonner ? Ni les dirigeants ni les experts n'avaient non plus compris à quel point le « modèle » économique en vigueur ces dernières années était vicié. C'est pourtant un effort comparable à celui de la conversion à une économie de guerre qui attend nos sociétés. L'élément déterminant, en la matière, c'est le temps, l'anticipation. Faute d'une évaluation claire des enjeux et d'une planification volontariste à marche forcée, nous nous précipitons dans le mur. Contre Info.



Departement de l'Energie - Pic de la production pétrolière mondiale : impacts, adaptation et gestion du risque – résumé

Par Robert L. Hirsch, Roger Bezdek, Robert Wendling, février 2005

Le pic mondial de production de pétrole confronte les États-Unis et le monde à un problème de gestion des risques sans précédent. A l'approche du pic, le prix des carburants liquides et la volatilité des cours vont augmenter considérablement, et, en l'absence de mesures d'adaptation prises en temps opportun, les coûts économiques, sociaux et politiques seront sans précédents. Des options d'adaptation viables existent à la fois en ce qui concerne l'offre et la demande, mais pour qu'elles aient un impact significatif, elles doivent être mises en oeuvre plus d'une décennie avant le pic.

En 2003, le monde a consommé un peu moins de 80 millions de barils de pétrole par jour (Mb/j). La consommation des États-Unis avoisinait les 20 Mb/j, dont les deux-tiers dans le secteur des transports. Les États-Unis ont une flotte d'environ 210 millions d'automobiles et de véhicules légers (fourgonnettes, pick-up et SUV). L'âge moyen des automobiles des États-Unis est de neuf ans. Dans des conditions normales, le remplacement de seulement la moitié du parc automobile nécessiterait 10 à 15 ans. L'âge moyen des véhicules légers est de sept ans. Dans des conditions normales, le remplacement de la moitié de ce parc demanderait de 9 à 14 ans. Bien que des améliorations significatives dans l'efficacité de la consommation de carburant soient possibles dans ces gammes de véhicules, toute solution supportable en termes de coût pour la mise à niveau de ce parc prendra intrinsèquement beaucoup de temps, ce qui nécessitera plus d'une décennie pour réaliser d'importantes améliorations de l'efficacité globale de la consommation de carburant.

Outre la découverte de nouveaux gisements pétroliers, il existe des solutions dans le secteur privé permettant d'augmenter les approvisionnements pétroliers et la production de carburants liquides de substitution :

1) Une amélioration du taux de recouvrement (Improved Oil Recovery) peut légèrement augmenter la production des gisements existants : l'une des techniques les plus efficaces est celle de la récupération assistée des hydrocarbures (Enhanced Oil Recovery), qui peut contribuer à modérer le déclin de la production dans les gisements ayant dépassé leur pic de production

2) le pétrole lourd des sables bitumineux représente une grande ressource de pétrole de qualité moindre, aujourd'hui essentiellement extraite au Canada et au Venezuela : ces ressources sont capables d'importantes augmentations de production ;

3) La liquéfaction du charbon est une technique bien connue de production de carburants de substitution propres à partir des abondantes réserves de charbon mondiales, et enfin,

4) des carburants de substitution propres peuvent être produits à partir du gaz naturel, mais l'exploitation de cette ressource est en concurrence avec la demande croissante de gaz naturel liquéfié dans le monde. Toutefois, une contribution d'envergure mondiale de ces options nécessitera de 10 à 20 ans d'efforts accélérés.

Faire face au pic mondial de production pétrolière sera une tâche extrêmement complexe, nécessitant littéralement des trillions de dollars et exigeant de nombreuses années d'efforts intenses. Pour explorer ces

difficultés, trois scénarios d'adaptation ont été analysés :

- Scénario I : l'action n'est pas engagée avant l'apparition du pic.
- Scénario II : l'action est engagée 10 ans avant le pic.
- Scénario III : l'action est engagée 20 ans avant le pic.

Attendre l'apparition du pic pour débiter un programme d'action d'urgence se traduit par un déficit important de carburant durant plus de deux décennies.

Débiter un programme d'action d'urgence 10 ans avant le pic améliore considérablement la situation mais laisse encore un déficit de carburant durant environ une décennie après le pic

Débiter un programme d'action d'urgence 20 ans avant le pic semble donner la possibilité d'éviter un déficit de carburant durant pour la période étudiée. [1]

Dans le cadre de cette analyse les estimations des contributions possibles de chaque option d'adaptation ont été étudiées en se basant sur une mise en œuvre d'urgence des programmes d'adaptation.

Notre approche a été simplifiée afin de rester claire et de faciliter la

compréhension. Nos estimations sont approximatives, mais l'enveloppe de l'adaptation requise qui en résulte est considérée comme fournissant une indication de la réalité de cette énorme entreprise. La conclusion inévitable est que plus d'une décennie sera nécessaire pour mettre en oeuvre les efforts collectifs à même de produire des résultats affectant de façon significative l'impact sur l'offre et la demande mondiale de carburants liquides.

Les observations et conclusions importantes de cette étude sont les suivantes :

1. Le moment où le pic de production mondiale de pétrole aura lieu n'est pas connu avec certitude. Un problème fondamental pour la prévision du pic pétrolier est celui de la mauvaise qualité des données sur les réserves de pétrole et des préoccupations politiques qui en biaisent éventuellement la sincérité. Certains experts estiment que le pic pourrait se produire bientôt. Cette étude indique que « bientôt » se situe dans les 20 ans à venir.

Table I-1. Predictions of World Oil Production Peaking

<u>Projected Date</u>	<u>Source of Projection</u>
2006-2007	Bakhitari
2007-2009	Simmons
After 2007	Skrebowski
Before 2009	Deffeyes
Before 2010	Goodstein
Around 2010	Campbell
After 2010	World Energy Council
2010-2020	Laherrere
2016	EIA (Nominal)
After 2020	CERA
2025 or later	Shell
No visible Peak	Lynch

Estimations (en 2005) de la date du pic : année et source

2. Les problèmes liés au pic de la production mondiale de pétrole ne seront pas temporaires, et l'expérience des « crises énergétiques » du passé ne fournira que relativement peu d'indications. Le défi posé par le pic pétrolier mérite une attention sérieuse et immédiate, afin que les risques soient bien compris et que les politiques d'atténuation soient entreprises à temps.

3. Le pic pétrolier va provoquer un grave problème pour le secteur du transport. Ce ne sera pas une « crise de l'énergie » au sens habituel où ce terme a été utilisé.

4. Le pic se traduira par des cours du pétrole nettement plus élevés, ce qui entraînera des difficultés économiques prolongées aux États-Unis et dans le monde. Toutefois, les problèmes ne sont pas insolubles. Des mesures d'atténuation agressives, prises en temps opportun, traitant à la fois du problème de l'offre et de la demande, seront requises.

5. Dans les pays développés, les problèmes seront particulièrement graves. Dans les pays en développement les problèmes du pic sont potentiellement bien pires.

6. L'adaptation nécessitera un minimum de dix ans d'intenses et coûteux efforts, car l'ampleur des mesures d'adaptation pour les carburants est en soi considérable.

7. Bien qu'il soit essentiel d'accroître l'efficacité énergétique des consommations finales, cette mesure à elle seule ne sera ni suffisante, ni suffisamment rapide pour résoudre le problème. La production de grandes quantités de carburants de substitution sera nécessaire. Un certain nombre de technologies commercialisables ou quasi-commercialisables de production de carburants de substitution sont actuellement disponibles pour le déploiement, de sorte que la production de grandes quantités est réalisable avec la technologie existante.

8. L'intervention des gouvernements sera nécessaire, car faute de quoi les impacts économiques et sociaux du pic pétrolier provoqueraient le chaos. Les expériences des années 1970 et 1980 fournissent des exemples importants pour guider les actions du gouvernement et déterminer ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas, mais le processus ne sera pas aisé.

L'adaptation au pic de production mondial de pétrole conventionnel relève d'un problème de gestion du risque classique :

- une adaptation débutée rapidement peut se révéler prématurée, si le pic intervient bien plus tard.
- Si le pic est imminent, l'absence de mesures d'adaptation en temps voulu pourrait être extrêmement préjudiciable.

Une gestion prudente des risques exige la planification et la mise en œuvre des mesures d'adaptation bien avant le pic. Des politiques précoces d'adaptation seront presque certainement moins coûteuses que si elles sont

mises en oeuvre tardivement. Une caractéristique unique du problème du pic pétrolier mondial tient à l'incertitude du calendrier, en raison de l'insuffisance des données sur les réserves de par le monde et de leur biais potentiel. En outre, le signal de l'arrivée du pic peut être obscurci par la nature volatile des cours du pétrole. En raison de l'immense impact économique potentiel du pic pétrolier et de l'ampleur des incertitudes relatives à toutes les facettes du problème, il est essentiel de disposer d'études quantitatives détaillées pour lever ces incertitudes et explorer les stratégies d'adaptation.

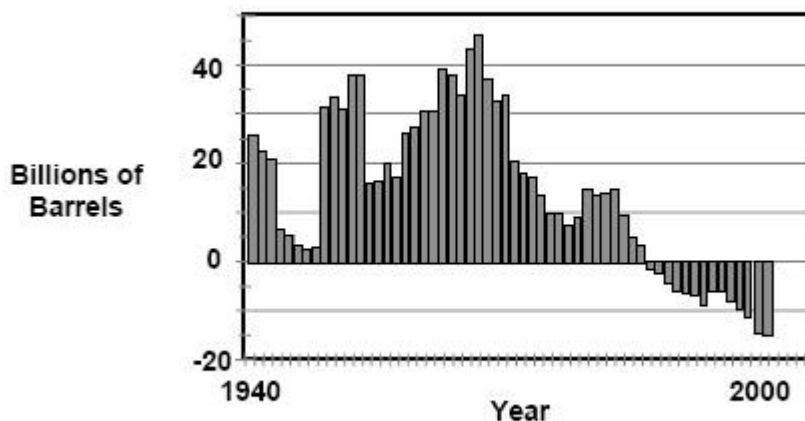


Figure II-1. Net Difference Between Annual World Oil Reserves Additions and Annual Consumption

Solde entre la consommation pétrolière et les découvertes

Le but de cette analyse était d'identifier les problèmes critiques liés à la survenue du pic pétrolier mondial et aux mesures d'adaptation. Nous avons beaucoup simplifié la complexité dans le but de fournir une analyse claire. Néanmoins, notre étude n'est ni simpliste ni sommaire. Nous sommes conscients du fait que lorsque les prix du pétrole grimperont de façon spectaculaire, les conséquences sur la demande et l'économie qui apparaîtront alors modifieront nos hypothèses simplificatrices. L'examen de

ces rétroactions sera une tâche ardue, mais qui devra être entreprise.

Notre étude nécessitait que nous fassions un certain nombre d'hypothèses et d'estimations. Nous reconnaissons que des analyses approfondies peuvent donner des résultats différents.

Néanmoins, cette analyse démontre clairement que la clé de l'adaptation au pic de production mondial du pétrole sera la construction d'un grand nombre d'installations de production de carburants de substitution, couplée à des augmentations significatives de l'efficacité énergétique des transports. Le temps nécessaire pour s'adapter à un pic de production pétrolière mondial se mesure sur une échelle de temps en décennies. Les infrastructures de production concernées sont importantes et coûteuses en capital. Il reste à déterminer quand et comment les gouvernements décideront de s'attaquer à ces défis.

L'accent mis sur les technologies d'adaptations commercialisables ou quasi-commercialisables existantes montre qu'un certain nombre de technologies sont actuellement prêtes pour une mise en œuvre complète et rapide. Notre analyse ne visait pas à se limiter en la matière. Nous pensons que les recherches futures fourniront des options d'adaptation supplémentaires, certaines pouvant-être meilleures que celles que nous avons considérées. De fait, il conviendrait d'accélérer les recherches menées par le public et le privé sur les technologies d'adaptation. Toutefois, le lecteur doit comprendre que ces recherches permettant de commercialiser les nouvelles technologies prennent du temps, dans le meilleur des cas. De ce fait plus d'une décennie de déploiement intense serait nécessaire pour obtenir un impact à l'échelle mondiale, en raison de l'ampleur de la consommation de pétrole mondiale.

En résumé, le problème du pic de production mondial de pétrole conventionnel ne ressemble à aucun autre de ceux rencontrés par les sociétés

industrielles modernes. Les défis et les incertitudes doivent être bien mieux compris. Il existe des technologies permettant de s'adapter à ce problème. Une gestion décisive du risque, en temps opportun, est fondamentale.

Lire aussi :

[Robert Hirsch : la production pétrolière va commencer à décliner dans les 5 ans](#)

Robert Hirsch répond aux questions de Steve Andrew, pour l'ASPO, et revient sur son parcours professionnel, les circonstances de la publication du rapport du DOE, et la réaction embarrassée des autorités devant les résultats de son étude.

Publication originale [Department of Energy](#), traduction Contre Info

Illustrations : rapport Hirsch

[1] Les trois paragraphes précédents, non inclus dans le résumé aux décideurs, se trouvent à la page 59 du rapport. Ils ont été insérés ici afin d'éclairer les conclusions de l'étude - ndlr.

Lire aussi

- [Pic pétrolier : une chance pour l'humanité, par Samuel Alexander](#)
- [Génération pic pétrolier : une chance extraordinaire de changer le monde, par Richard Heinberg](#)
- [Pétrole : il pourrait manquer 10 millions de barils par jour en 2015 avertit l'armée US](#)
- [Le pic pétrolier du brut est arrivé, avertit l'Agence de l'Energie US](#)
- [Pétrole 2011 : une demande mondiale en hausse de 2,5 mb/j, une production hors OPEP déclinante, prévoit l'EIA](#)

- [Pic pétrolier : l'AIE connaît les faits depuis 1998, par Colin Campbell](#)
- [L'AIE accusée de dissimuler la réalité du pic pétrolier](#)
- [Pétrole : A la conférence Oil & Money 2009, peu de place pour l'optimisme \(VO\)](#)
- [Pétrole : la production sera insuffisante à court terme, estime un expert saoudien](#)
- [Energies : vers une période de transition cahotique, par Michael T. Klare](#)
- [Robert Hirsch : la production pétrolière va commencer à décliner dans les 5 ans](#)
- [Le futur énergétique dessine la géopolitique de demain, par Michael T. Klare](#)
- [L'énergie est le véritable moteur de l'économie, par Michael Lardelli](#)
- [Il reste 20 ans de pétrole, estime le responsable de Total Allemagne](#)
- [Le pic pétrolier c'est en 2020, estime Fatih Birol](#)
- [Energies et climat : les tendances actuelles sont insoutenables, avertit l'AIE](#)
- [Michael T. Klare : Géostratégie de l'énergie \(II/II\)](#)
- [L'Arabie Saoudite serait incapable de produire les 12,5 millions de barils/jour promis](#)
- [Sauver l'économie ou la planète ? par George Monbiot \(VO\)](#)
- [Mike Davis : adieu à l'Holocène \(I/II\)](#)
- [Pétrole : réussir une mutation de civilisation, par René Tregouët](#)
- [Agence Internationale de l'Energie : Les 10 prochaines années sont critiques](#)
- [Eric Le Breton - Domicile-travail : Les salariés à bout de souffle](#)
- [Yves Cochet : La plus grande épreuve qu'ait jamais affrontée l'humanité](#)
- [Pétrole : les pays exportateurs incapables de faire face à la demande](#)
- [Les Emirats se convertissent au charbon](#)
- [Martin Wolf : vive la hausse du pétrole](#)
- [Michael T. Klare : Géostratégie de l'énergie \(I/II\)](#)
- [Michael Klare : la fin du monde tel que vous l'avons connu](#)
- [Pétrole Russe : Game Over ?](#)
- [Fatih Birol : Abandonner le pétrole avant qu'il ne nous abandonne](#)
- [Pétrole : Mauvaises nouvelles à la pompe \(VO\)](#)
- [Pétrole : La production de brut décline depuis 2005](#)
- [Richard Heinberg : les implications du pic pétrolier et du réchauffement climatique \(VO\)](#)

- Pétrole : nous avons atteint un plateau qui durera 10 ou 15 ans (VO)
- Pétrole : le monde ne nous appartient plus
- Pétrole : Pris au dépourvu par le pic ?
- Robert Hirsch : « Avec le pic pétrolier, la croissance est condamnée » (VO)
- Pic pétrolier : Ghawar s'assèche, la production saoudienne décline
- Pic pétrolier : le compte à rebours a commencé
- Lord Oxburgh : les dirigeants de l'industrie pétrolière se cachent la tête dans le sable (VO)
- James Schlesinger : au sujet du pétrole, nous sommes tous « piquistes » désormais (VO)
- Le pic pétrolier ? c'est maintenant, dit l'AIE (VO)
- Le marché pétrolier face à un mur
- Matthew Simmons : nous avons atteint le pic pétrolier
- Le Pic Pétrolier ne sauvera pas le climat - bien au contraire
- Pic Pétrolier : Cantarell, un champ majeur sur le déclin
- Yves Cochet : Pétrole Apocalypse
- Oil Peak : la production saoudienne sur le déclin
- Jancovici : il faut se "désintoxiquer" du pétrole